

MINISTERE DES FINANCES

-----  
SECRETARIAT GENERAL  
-----

DIVISION DE LA PREVISION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie  
-----

***NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DU DEUXIEME TRIMESTRE 2023***

## **SOMMAIRE**

<i>SIGLES ET ABREVIATIONS</i> .....	3
<i>VUE D'ENSEMBLE</i> .....	4
<i>ELEMENTS DE CADRAGE MACROECONOMIQUE</i> .....	6
<i>SECTEUR EXTERIEUR</i> .....	17
<i>FINANCES PUBLIQUES</i> .....	21
<i>SITUATION MONETAIRE</i> .....	26
<i>SECTEUR BANCAIRE</i> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<i>INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES</i> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## ***SIGLES ET ABBREVIATIONS***

BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CSPH	Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures
DP	Division de la Prévision
DGD	Direction Générale des Douanes
FMI	Fonds Monétaire International
IS	Impôts sur les Sociétés
lb	Livre anglaise
MINFI	Ministère des Finances
PIB	Produit Intérieur Brut
PNT	Position Nette du Trésor
PNG	Position Nette du Gouvernement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
TSPP	Taxe Spéciale sur la vente des Produits Pétroliers
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

### Environnement économique international

**Au deuxième trimestre 2023**, l'activité économique mondiale est marquée par la baisse de la production manufacturière et la poursuite du durcissement des conditions monétaires et financières.

**Dans le groupe des pays avancés**, et selon l'OCDE, la croissance du PIB au deuxième trimestre est de 0,5%, après 0,4% au trimestre précédent. Aux **Etats-Unis**, la croissance reste quasi stable (0,6% après 0,5%). Dans la zone euro, elle s'améliore (0,3% après 0,0%).

**Dans le groupe des pays émergents**, l'on enregistre aussi un ralentissement de l'activité économique. Cette évolution est commune à presque toutes les économies de ce groupe. En effet, en **Chine**, la croissance économique au deuxième trimestre ralentit à 0,8% après 2,2% au premier trimestre, en lien avec la faible demande intérieure. La croissance a également ralenti en **Inde** (1,9% après 2,1%) et au **Brésil** (0,9% après 1,8%). A l'inverse, la croissance s'accélère en **Afrique du Sud** (0,6% après 0,4%) et se maintient à 0,8% au **Mexique**.

**Sur l'ensemble de l'année 2023** et selon le FMI (juillet 2023), la croissance mondiale devrait se situer à 3%, après 3,5% l'an dernier.

Pour **les pays avancés**, le ralentissement de la croissance prévu pour 2023 reste notable avec un taux qui passerait 2,7% en 2022 à 1,5% en 2023. **Aux États-Unis**, la croissance devrait ralentir à 1,8% en 2023 après 2,1% en 2022. Dans la zone euro, la croissance ralentirait à 0,9% après 3,5%. **Au Japon** le PIB devrait croître de 1,4 % en 2023 après 1% l'année précédente.

**Dans les pays émergents et les pays en développement**, la croissance devrait être globalement stable à 4,0% en 2023. En Chine, elle est estimée à 5,2% après 3,2%, résultant d'une part, de la hausse de la consommation globale et des exportations nettes et d'autre part de la baisse des investissements.

**En Afrique subsaharienne**, la croissance devrait ralentir à 3,5% en 2023 après 3,9%. Le ralentissement serait perceptible au **Nigéria** (3,2% après 3,3%), en raison de problèmes de sécurité dans le secteur pétrolier, et en **Afrique du Sud** (0,3% après 1,9%), du fait des pénuries

d'électricité.

S'agissant des cours des matières premières, l'on enregistre un fléchissement de l'indice cours des matières premières exportées (ICMPE) par le Cameroun (0,4% après 4,5% au trimestre précédent), résultant d'une hausse de celui des produits non énergétiques (+3,2%) et d'une baisse de celui des produits des produits énergétiques (-3,4%).

Pour ce qui est des hydrocarbures, les cours du pétrole brut passent de 79,04 \$ à 76,61 \$ le baril, soit une baisse de 3,1% tandis que ceux du gaz naturel se situent à 13,06 \$ par million de BTU après 18,21 \$, soit une baisse de 28,3%.

Sur le marché de change, le franc CFA s'apprécie globalement de 2,4% par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux. Particulièrement, il s'apprécie du Yan chinois (4,4%), de la roupie indienne (1,4%) et de la Rouble russe (21,2%), du yuan chinois (2,7%) et du Yen japonais (3,5%). Toutefois, il se déprécie vis-à-vis de la Livre sterling de 0,8%. En glissement annuel, le franc CFA s'apprécie globalement de 10,9%.

### Situation de l'économie nationale

Au niveau national, et suivant les résultats de l'enquête de conjoncture menée auprès des entreprises, l'économie nationale reste marquée par la hausse du coût des intrants agricoles, de l'énergie et des transports. Au deuxième trimestre 2023 et comparativement au premier trimestre, la masse salariale est en baisse de 1,2% et les effectifs des entreprises diminuent de 3,1%.

Sur l'ensemble de l'année 2023, le chiffre d'affaires des entreprises est estimé à la hausse de 5,6% par rapport à 2022.

Les dernières mises à jour du cadrage macroéconomique affichent un taux de croissance de 3,9% en 2023 après 3,6% en 2022. Le taux d'inflation est estimé à 6,7% après 6,3%.

### Secteur extérieur

Au deuxième trimestre 2023 et par rapport au premier trimestre 2023, le déficit courant se réduit de 211,1 milliards et se situe à 237,1 milliards, en raison principalement de la réduction des déficits des biens et des revenus primaires. Les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 453,9 milliards après 281,2

milliards, en lien avec la hausse des entrées nettes du secteur bancaire (+208,3 milliards). **Le solde global** qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées est excédentaire de 239,2 milliards, contre un déficit de 150,6 milliards au trimestre précédent.

En glissement annuel, le compte courant s'aggrave de 116,2 milliards, les financements extérieurs augmentent de 230,1 milliards et le solde global s'améliore de 37,3 milliards.

### **Finances publiques**

Au deuxième trimestre 2023, les ressources budgétaires totales recouvrées s'élèvent à 1 291,4 milliards, en baisse de 177,6 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 153,2 milliards de recettes internes et 138,2 milliards d'emprunts et dons.

Au terme du premier semestre 2023, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 2 670,5 milliards. Elles diminuent de 36,3 milliards par rapport au premier semestre 2022 où elles étaient de 2 706,8 milliards.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 1 505,4 milliards, en augmentation de 0,6%. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 916,8 milliards en hausse de 28,4%. Les dépenses d'investissement baissent de 55,1% et se situent à 203,8 milliards.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 2 852,1 milliards à fin juin 2023 contre 2 639,6 milliards à fin juin 2022, soit une hausse de 212,5 milliards.

Les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 2 852,1 milliards à fin juin 2023 contre 2 639,6 milliards à fin juin 2022, soit une hausse de 212,5 milliards.

### **Situation monétaire**

A fin Juin 2023, et par rapport à fin mars, la situation monétaire est marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-1,8%), et une hausse du crédit intérieur (+5,1%), pour respectivement s'établir à 2 924,3 milliards et à 6915,7 milliards. Réflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 0,7% pour s'établir à 8 049,5 milliards à fin juin 2023. Elle est composée de 19,8% de monnaie fiduciaire, 46,7% de monnaie scripturale et 33,5% de quasi-monnaie.

A fin juin 2023, et en glissement annuel, la situation monétaire progresse de 11,9% et se caractérise par une hausse de toutes ses composantes.

### **Informations socio-économiques**

Au deuxième trimestre 2023, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 2,2% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est portée par la hausse des prix de tous les postes de consommation. Les postes dont les prix ont progressé plus que la moyenne nationale sont notamment « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,6%) et « Transport (+6,9%) ». Les prix sont restés stables pour les services de « Communication » et d'« enseignement ». En glissement annuel, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 7,9%.

## ELEMENTS DE CADRAGE MACROECONOMIQUE

### Environnement économique international

#### Croissance économique

Au deuxième trimestre 2023, l'activité économique mondiale est marquée par le recul de la production manufacturière et la poursuite du durcissement des conditions monétaires et financières, notamment la hausse des taux directeurs appliquée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.

Dans les pays avancés, la croissance du PIB est de 0,5%, après 0,4% au premier trimestre 2023. Suivant les principaux pays du groupe, les évolutions sont contrastées.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique est de 0,6% après 0,5% le trimestre précédent. Cette accélération a été soutenue par l'investissement et la consommation privée.

Au **Royaume Uni**, le PIB a crû de 0,2% après 0,1%. Les augmentations des dépenses privées et publiques ont soutenu cette croissance, tandis que les exportations nettes ont continué d'être un facteur de ralentissement.

Dans la **zone Euro**, la croissance du PIB est de 0,3%, après une stabilité de l'activité au premier trimestre. Cette évolution reflète celle des pays membres. En **Allemagne**, le PIB reste stable après une baisse de 0,1% au trimestre précédent. En **France**, l'activité a crû de 0,9% comme au premier trimestre, résultante d'une bonne tenue des exportations nettes et d'une contraction de la consommation privée. En **Italie**, le PIB a ralenti à 0,6% après 2%, en lien avec la réduction de la demande intérieure (y compris les variations de stocks). En **Espagne**, le PIB a crû de 0,4% après 0,5% précédemment. Au **Portugal**, l'activité reste stable, après une croissance de 1,6%.

Au **Japon**, la croissance s'accélère à 1,5% après 0,9%. Les exportations nettes ont été le principal moteur de cette croissance, la consommation privée s'étant contractée de 0,5%.

Dans les **pays émergents et pays développements**, l'on enregistre aussi un ralentissement de l'activité économique. En **Chine**, la croissance économique au deuxième trimestre est de 0,8% après 2,2% au premier trimestre. Ce ralentissement est imputable à la faiblesse de la demande intérieure, qui a entraîné une spirale déflationniste. Les baisses des taux directeurs n'ont pas eu d'impact positif sur la consommation et

l'investissement, les agents économiques ayant privilégié le désendettement. La croissance a également ralenti en **Inde** (1,9% après 2,1%) et au **Brésil** (0,9% après 1,8%). A l'inverse, la croissance s'accélère en **Afrique du Sud** (0,6% après 0,4%) et se maintient à 0,8% au **Mexique**.

Sur l'ensemble de l'année 2023 et selon le FMI (juillet 2023), la croissance mondiale devrait se situer à 3%, après 3,5% l'an dernier.

Pour les **pays avancés**, la croissance devrait ralentir en 2023, avec un taux qui passerait 2,7% en 2022 à 1,5% en 2023. Aux **Etats-Unis**, la croissance devrait ralentir à 1,8% en 2023 après 2,1% en 2022.

Au **Royaume-Uni**, la croissance devrait passer de 4,1% en 2022 à 0,4% en 2023. Elle a été revue à la hausse de 0,7 point de pourcentage, en raison des effets sur la confiance de la baisse des cours de l'énergie, de la diminution de l'incertitude consécutive au Brexit et de la résilience du secteur financier.

Dans la **zone Euro**, la croissance devrait ralentir, passant de 3,5% en 2022 à 0,9% en 2023. Compte tenu du regain d'activité dans les secteurs des services et du tourisme, la croissance a été revue à la hausse de 0,4 point de pourcentage pour **l'Italie** et de 1,0 point de pourcentage pour **l'Espagne**. En revanche, pour **l'Allemagne**, la faible production manufacturière et la contraction de l'économie au premier trimestre 2023 se traduisent par une révision à la baisse de la croissance de 0,2 point de pourcentage, pour se situer à -0,3 %.

Au **Japon**, le PIB devrait croître de 1,4% en 2023 après 1% l'année précédente. Par rapport aux projections d'avril, ce taux a été révisé à la hausse à la faveur d'une augmentation de la demande et d'une politique d'aisance monétaire.

Dans les **pays émergents et les pays en développement**, la croissance devrait être globalement stable à 4,0% en 2023. Toutefois, cette moyenne masque des disparités, puisque plusieurs pays de ce groupe pourraient connaître une croissance plus forte en 2023.

Les prévisions pour la **Chine** restent inchangées à 5,2%, mais se caractérisent par un changement de structure : la croissance de la consommation évolue globalement, alors que l'investissement enregistre des résultats plus faibles avec le ralentissement que connaît le secteur de l'immobilier dans ce pays.

Des exportations nettes plus élevées que prévues ont compensé une partie du faible investissement, même si leur contribution diminue avec le ralentissement de l'économie mondiale. La croissance en **Inde** a été révisée à la hausse de 0,2 point, et se situerait à 6,1% en 2023. Ceci fait suite à la vigueur de l'investissement au cours du quatrième trimestre de 2022.

En **Russie**, les prévisions ont été révisées à la hausse de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 1,5%, en lien avec les mesures de relance budgétaire.

Au **Brésil**, la croissance du PIB est prévue à 2,1%, soit une révision à la hausse de 1,2 point de pourcentage, compte tenu de l'augmentation de la production agricole au premier trimestre 2023 et de ses retombées positives sur l'activité dans le secteur des services.

Au **Mexique**, la croissance est révisée à la hausse de 0,8 point de pourcentage pour se situer à 2,6%, à la faveur d'un décalage de la reprise postpandémie dans les services et des effets de la résilience de la demande aux États-Unis.

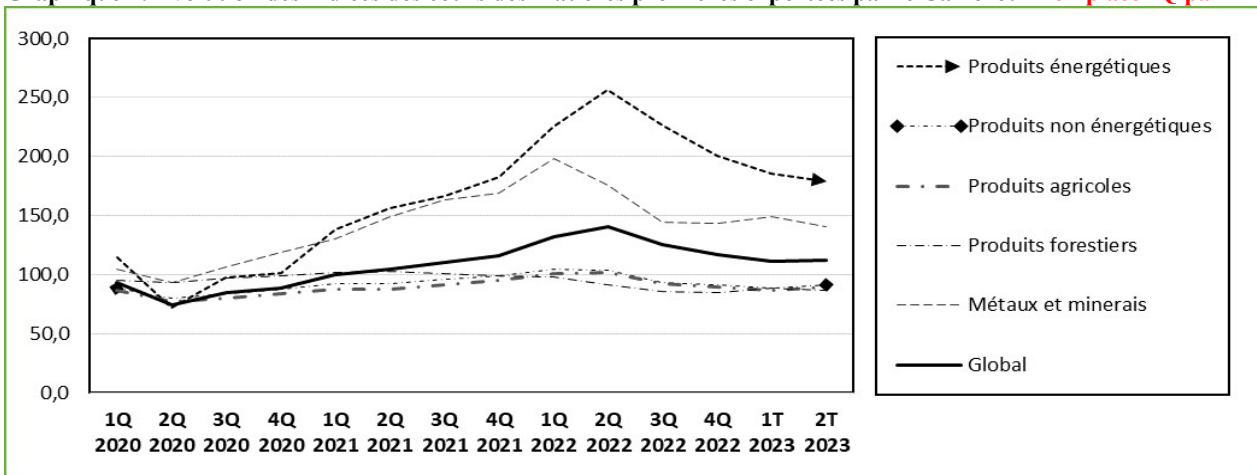
En **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait ralentir à 3,5% en 2023. Dans les principales économies de la zone, la croissance est estimée à 3,2% après 3,3% au **Nigéria** et 0,3% après 1,9% en **Afrique du Sud**.

### Cours des matières premières

Depuis le début de l'année 2023, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par le Cameroun sont soumis à de nombreuses incertitudes tant macroéconomiques que géopolitiques. En dépit de ces incertitudes, ils demeurent au-dessus de leurs niveaux d'avant la crise sanitaire.

En perspective, la trajectoire de l'ICMPE pour les mois à venir dépend fortement du dynamisme de l'économie mondiale, de la trajectoire de l'inflation et donc des taux d'intérêts, et de l'évolution du conflit russo-ukrainien. Toutefois, selon la Banque mondiale, par rapport à 2022, les prix de l'énergie diminueraient d'environ 26% en 2023 et ceux des produits agricoles et des métaux de près de 7% et 8% respectivement.

Graphique 1: Evolution des indices des cours des matières premières exportées par le Cameroun **remplacer Q par T**



Source : MINFI /DP

### Evolution des cours des principaux produits exportés

#### Produits énergétiques

Au **deuxième trimestre 2023**, l'indice des prix des produits énergétiques enregistre une baisse de 3,4% après celle de 7,6% au trimestre précédent. S'agissant en particulier du pétrole, les cours du brut restent passent de 79,04 \$ à 76,61\$ le baril, soit une diminution de 3,1%, dans un contexte d'offre excédentaire. De plus, le resserrement des politiques monétaires pèse sur la demande et

exerce ainsi une pression à la baisse sur les cours depuis fin 2022.

Quant aux cours du gaz naturel liquéfié, ils se situent à 13,06 \$ par million de BTU après 18,21 \$ au premier trimestre, soit une baisse de 28,3%, dans un contexte de stocks mondiaux très élevés.

#### Produits agricoles

Les cours du cacao augmentent de 12,3% pour s'établir à 3\$ le kg du fait du niveau très bas des stocks mondiaux et des conditions météorologiques défavorables dans les pays

producteurs, notamment en Côte d'Ivoire. Ceux du sucre se situent à 0,54 \$ le kg, en augmentation de 23,4%, en lien avec les anticipations sur les impacts négatifs du phénomène océanique El Nino sur la production.

Les cours du café croissent de 20,7%, portés par ceux du Robusta qui se situent à 2,72 \$ après 2,25 \$ au trimestre précédent. Cette évolution est en lien avec l'étranglement de l'offre face à une demande soutenue, car les torréfacteurs augmentent la part de cette variété de café, traditionnellement moins chère que l'Arabica, dans leur mélange. Les cours de l'Arabica se stabilisent autour de 4,83 \$ le kg.

A contrario, les cours du coton baissent de 4,5% pour s'établir à 2,07 \$ le kg. Cette baisse s'explique par une faible demande mondiale en textile et vêtements. De même, les cours du caoutchouc sont en baisse de 4,1% et s'établissent à 1,54 \$ le kg, du fait de la faiblesse de la demande en Chine. **Ceux de la banane baissent de 1,60% et s'établissent à 1,62 \$ le kg.** Enfin, les cours de l'huile de palme diminuent de 3,8% à 918,76 \$ la tonne, en raison de la hausse de

l'offre mondiale, consécutivement à la réouverture des exportations de l'Indonésie premier producteur mondial.

### *Produits forestiers*

Au deuxième trimestre 2023, les prix des produits forestiers régressent globalement de 2,2 % après une progression de 4,1% au trimestre précédent, en lien avec la hausse de l'offre, consécutive à la reprise des exportations. Spécifiquement, les cours du bois sciés baissent de 1,8% pour se situer à 650,13 \$ le m<sup>3</sup>; ceux du bois brut (grumes) et du contreplaqué diminuent chacun de 3,5% pour s'établir respectivement à 217,02 \$ le m<sup>3</sup> et 398,06 \$ la feuille.

### *Métaux et Minerais*

Au deuxième trimestre 2023, les prix des métaux et minerais exportés par le Cameroun ont reculé de 5,3%, en raison de la faible demande mondiale, en particulier celle de Chine. Ainsi, les cours de l'aluminium brut, du plomb et du fer baissent respectivement de 5,8%; 0,8% et 11,2%.

**Tableau 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportés**

Périodes	2 <sup>eme</sup> trim. 2022	1 <sup>er</sup> trim. 2023	2 <sup>eme</sup> trim. 2023	Variations (en %)	
	a	b	c	c/a	c/b
<b>Libellés</b>					
<b><i>Produits énergétiques</i></b>					
Pétrole brut (\$/baril)	110,10	79,04	76,61	-30,4	-3,1
Gaz naturel liquéfié (\$/million de BTU)	16,12	18,21	13,06	-19,0	-28,3
<b><i>Produits non énergétiques</i></b>					
<b><i>Produits agricoles</i></b>					
Cacao (\$/kg)	2,38	2,67	3,00	26,0	12,3
Coton brut (\$/kg)	3,48	2,17	2,07	-40,5	-4,5
Caoutchouc brut (\$/kg)	2,06	1,61	1,54	-25,1	-4,1
Bananes (\$/kg)	1,45	1,65	1,62	11,5	-1,6
Café (\$/kg)	4,08	3,55	3,77	-7,5	6,4
<i>Dont</i> café arabica (\$/kg)	5,87	4,84	4,83	-17,8	-0,3
café robusta (\$/kg)	2,28	2,25	2,72	19,1	20,7
Huile de palme (\$/tonne métrique)	1633,59	954,67	918,76	-43,8	-3,8
Sucre (\$/kg)	0,43	0,44	0,54	27,3	23,4
<b><i>Produits forestiers</i></b>					
Bois sciés (\$/m <sup>3</sup> )	685,47	662,07	650,13	-5,2	-1,8
Bois brut (grumes)	229,71	224,95	217,02	-5,5	-3,5
Contreplaqué (\$/feuille)	421,35	412,61	398,06	-5,5	-3,5
<b><i>Métaux et minerais</i></b>					
Aluminium brut (\$/tonne métrique)	2879,39	2404,81	2265,53	-21,3	-5,8
Fer (\$/tonne métrique)	137,73	126,07	112,00	-18,7	-11,2
Plomb sous forme brute (\$/tonne métr.)	2196,42	2136,50	2118,64	-3,5	-0,8

Source : MINFI / DP



## Compétitivité prix

### Taux de change effectif nominal

Au deuxième trimestre 2023 et comparativement au trimestre précédent, le franc CFA s'apprécie globalement de 2,4% par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux. En

particulier, il s'apprécie vis-à-vis du yuan chinois (4,4%), de la roupie indienne (1,4%) et de la rouble russe (21,2%), du dollar américain (1,7%) et du Yen japonais (3,5%). A l'inverse, il se déprécie vis-à-vis de la Livre sterling. En glissement annuel, il s'apprécie globalement de 10,9%.

**Tableau 2 : Evolution du taux de change nominal vis-à-vis des principales devises**

Devise	Poids des échanges 2022 (en %)	Taux de change 2 <sup>ème</sup> trim. 2022	Taux de change 1 <sup>er</sup> trim. 2023	Taux de change 2 <sup>ème</sup> trim. 2023	Variations (en %)	
		<b>a</b>	<b>b</b>	<b>c</b>	<b>c/b</b>	<b>c/a</b>
Euro (Union européenne)	28,6	655,90	655,90	655,90	<b>0,0</b>	0,0
Roupie indien	12,3	7,98	7,43	7,33	<b>-1,4</b>	-8,1
Yuan Chinois	11,4	93,13	89,33	85,40	<b>-4,4</b>	-8,3
Franc CFA Afrique	4,1	1,00	1,00	1,00	<b>0,0</b>	0,0
Dollar américain	2,8	616,07	612,87	602,28	<b>-1,7</b>	-2,2
Rouble Russe	2,4	10,91	9,62	7,58	<b>-21,2</b>	-30,5
Won coréen	2,1	0,49	0,48	0,46	<b>-5,2</b>	-6,2
Nouvelle livre turque	2,0	38,92	32,37	30,64	<b>-5,4</b>	-21,3
Ringgit malaisien	2,0	141,49	139,29	133,99	<b>-3,8</b>	-5,3
Rand sud-africain	1,3	39,48	34,41	32,30	<b>-6,1</b>	-18,2
Bath thaïlandais	1,3	17,91	18,01	17,54	<b>-2,6</b>	-2,0
Livre sterling	1,1	773,02	742,70	748,32	<b>0,8</b>	-3,2
Yen japonais	1,2	4,75	4,62	4,46	<b>-3,5</b>	-6,1
<b>Indice de taux de change nominal pondéré</b>		<b>87,70</b>	<b>80,01</b>	<b>78,11</b>	<b>-2,4</b>	<b>-10,9</b>

Source : BCE, MINFI/DP

Cette appréciation de la monnaie par rapport aux monnaies des principaux partenaires et fournisseurs s'explique par la reprise de l'Euro. En effet, après une dépréciation significative face au dollar américain, l'euro a repris de la vigueur du fait de : (i) l'amélioration des termes de l'échanges, en lien avec la baisse des prix de

l'énergie ; et (ii) la diminution du différentiel de taux d'intérêt à u an avec les Etats-Unis.

### Taux d'inflation relatif

Au deuxième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, les prix au Cameroun ont globalement augmenté de 1,5% par rapport aux prix des principaux partenaires commerciaux du pays.

**Tableau 3: Evolution du taux d'inflation des principaux partenaires**

Devises	Indice des prix à la consommation 2 <sup>ème</sup> trim. 2022	Indice des prix à la consommation 1 <sup>er</sup> trim. 2023	Indice des prix à la consommation 2 <sup>ème</sup> trim. 2023	Variation (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Euro (Union européenne)	124,87	135,27	132,99	-1,7	6,5
Roupie indien	210,05	221,51	219,40	-1,0	4,4
Yuan Chinois	132,32	133,60	132,09	-1,1	-0,2
Franc CFA Afrique	129,76	138,72	135,95	-2,0	4,8
Dollar américain	134,99	142,01	139,56	-1,7	3,4
Rouble Russe	219,09	225,28	229,20	1,7	4,6
Won coréen	125,10	130,63	128,75	-1,4	2,9
Nouvelle livre turque	551,98	842,53	766,37	-9,0	38,8
Ringgit malaisien	126,56	131,82	130,84	-0,7	3,4
Rand sud-africain	183,06	197,01	195,53	-0,8	6,8
Bath thaïlandais	121,06	125,30	122,00	-2,6	0,8
Livre sterling	133,68	145,63	143,91	-1,2	7,7
Yen japonais	107,72	111,78	111,49	-0,3	3,5
<b>FCFA Cameroun</b>	132,04	140,06	140,86	0,6	6,7
<b>Indice des prix relatifs pondérés</b>	<b>107,90</b>	<b>109,04</b>	<b>107,39</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,5</b>

Source : BCE, INS, MINFI/DP

### Taux de change effectif réel

Au deuxième trimestre 2023, le taux de change effectif réel s'est apprécié de 3,9 % après 5,6% au trimestre précédent, marquant ainsi une nouvelle perte de positions concurrentielles vis-à-vis des principaux partenaires commerciaux. Cette perte de compétitivité est à mettre au compte de la dépréciation du Franc CFA et du différentiel

d'inflation défavorable au Cameroun sur la période sou revue.

Sur le plan bilatéral et dans l'ordre, la position concurrentielle du Cameroun a été plus défavorable avec la Chine, la Russie, la zone Euro, l'Inde et la Turquie. Les devises de ces 5 économies expliquent près de 80% de l'appréciation du TCER global et donc de la perte de compétitivité observée au deuxième trimestre 2023.

**Tableau 4 : Contribution à l'évolution de la compétitivité**

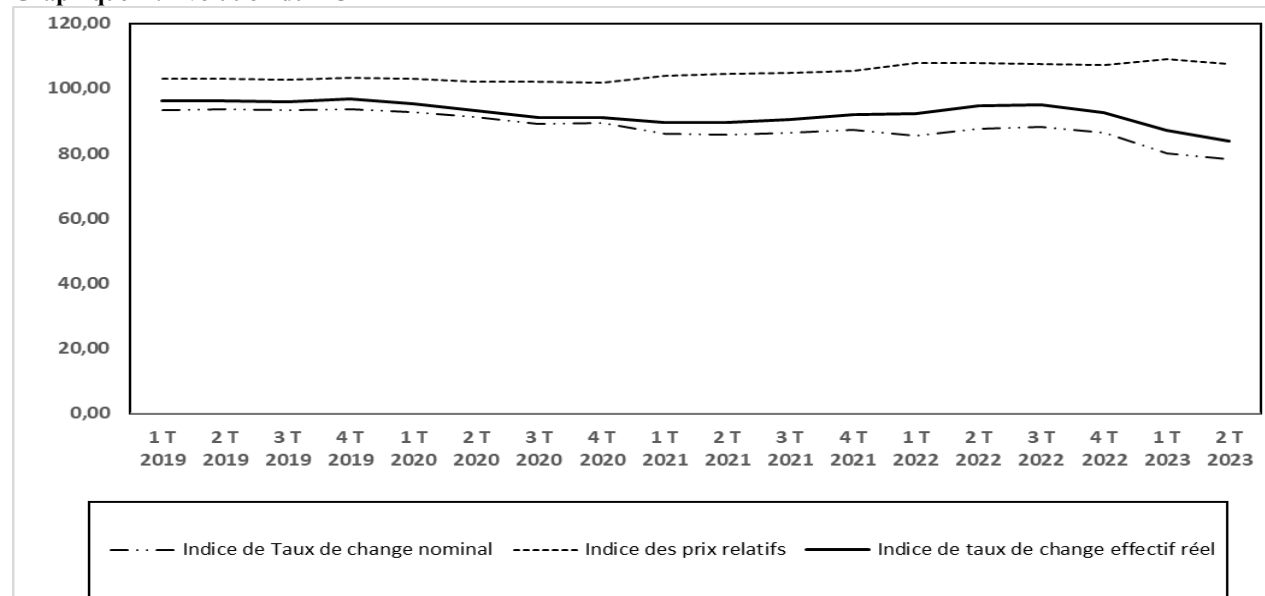
Devise	Taux de change réel pondéré 2 <sup>ème</sup> trim. 2022	Taux de change réel pondéré 1 <sup>er</sup> trim. 2023	Taux de change réel pondéré 2 <sup>ème</sup> trim. 2023	Variations (en %)	
	a	b	c	c/b	c/a
Euro (Union européenne)	10,73	12,81	12,73	-0,6	18,7
Roupie indien	1,29	1,49	1,48	-0,4	14,9
Yuan Chinois	3,24	2,02	2,00	-0,9	-38,4
Franc CFA Afrique	1,00	1,00	1,00	-0,1	-0,1
Dollar américain	1,25	1,28	1,28	-0,1	2,5
Rouble Russe	1,16	1,09	1,08	-0,7	-7,0
Won coréen	0,98	0,98	0,98	-0,2	-0,4
Nouvelle livre turque	1,16	1,14	1,14	-0,4	-2,2
Ringgit malaisien	1,07	1,14	1,14	-0,1	6,2
Rand sud-africain	1,03	1,07	1,07	-0,1	3,5
Bath thaïlandais	1,05	1,05	1,05	-0,1	0,1
Livre sterling	1,07	1,11	1,11	0,0	3,8
Yen japonais	1,03	1,02	1,02	-0,1	-0,5
<b>Indice de Taux de change effectif réel</b>	<b>94,62</b>	<b>87,24</b>	<b>83,88</b>	<b>-3,9</b>	<b>-11,4</b>

Source : MINFI, DP

En perspective, au troisième trimestre 2023, les tendances observées depuis le quatrième trimestre 2022 devraient se poursuivre du fait de l'appréciation du le franc CFA en lien avec la vigueur de l'euro vis-à-vis des principales devises

et particulièrement du dollar américain. Toutefois, au terme de l'année, la tendance devrait s'inverser en raison d'un différentiel d'inflation favorable au Cameroun.

**Graphique 2 : Evolution du TCER**



Source : MINFI

## Situation économique nationale

Il ressort de l'enquête de conjoncture réalisée par le Ministère des Finances, qu'au deuxième trimestre 2023, l'économie nationale reste marquée par la hausse des coûts des intrants agricoles, de l'énergie et des transports.

Par rapport au premier trimestre 2023, l'on enregistre une baisse : (i) du chiffre d'affaires global des entreprises camerounaises ; (ii) de la masse salariale (-1,2%) ; (iii) des effectifs (-3,1%). Par secteur d'activité, le chiffre d'affaires progresse de 1,5% dans le secteur tertiaire. Par contre, il recule de 4,3% dans le secteur secondaire et de 5,8% dans le secteur primaire. Sur l'ensemble de l'année 2023, les chefs d'entreprises estiment que le chiffre d'affaires global progresserait de 5,6% par rapport à 2022.

### Le secteur primaire

La baisse de 5,8% du chiffre d'affaires du secteur primaire s'explique notamment par le recul de la production des agro-industries, en lien avec le cycle végétatif de certaines cultures, pour lesquelles le second trimestre est la période de baisse de production. L'indisponibilité de certains intrants et engrais a également impacté les activités du secteur primaire.

Sur les six premiers mois et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 3,8%.

### Huile de Palme

Dans l'agriculture industrielle et d'exportation, la production de l'huile de palme brute chute de 43,9% au deuxième trimestre 2023 comparée au trimestre précédent, du fait de la saisonnalité de cette culture. En glissement annuel sur les six premiers mois, la production d'huile de palme

brute baisse de 2,9%. Ce recul est imputable aux difficultés d'approvisionnement des opérateurs de la filière en noix de palme auprès des producteurs villageois.

### Coton fibre

La production de coton fibre diminue de 49,5% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, en lien avec le cycle végétatif de la plante et la fin de la campagne au mois de mai. Sur les six premiers mois de 2023 et en glissement annuel, la production de coton est quasi stable. La flambée des prix des intrants et la vétusté du matériel de production demeurent les principales difficultés de cette filière.

### Caoutchouc

La production de caoutchouc enregistre une hausse de 31,1% par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, elle progresse de 3,9%. L'amélioration de la production est liée aux conditions climatiques favorables et à la vigueur de la demande dans ce secteur, sous fond de reprise de la demande, notamment en Europe, en Amérique et en Asie.

### Banane

La production de banane régresse de 16,4% au deuxième trimestre 2023 comparativement au trimestre précédent. Sur la période allant de janvier à juin 2023 et en glissement annuel, la production de banane baisse de 5,9%. Ces évolutions sont attribuables aux mauvaises conditions climatiques, avec des saisons de plus en plus rudes, du fait des changements climatiques et, à la flambée des prix des intrants sur le marché international.

Tableau 5: Taux de croissance de la production de quelques spéculations du primaire

Produits	2T2023/1T2023	2T2023/2T2022	1SEM2023/1SEM2022
Caoutchouc	31,1	10,8	3,9
Banane	-16,4	-13,7	-5,9
Coton fibre	-49,5	-	-0,7
Huile de palme brute	-43,9	-2,3	-2,9

Source: Enquête de conjoncture DP/MINFI

### Secteur secondaire

Le secteur **secondaire** enregistre au deuxième trimestre 2023 une baisse de 4,3% du chiffre d'affaires par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 5,8%, tiré entre

autres, par les branches « travail de grains et fabrication des produits amylacés » (+7,6%), « industrie de boissons » (+6,6%), « industries du bois sauf fabrication des meubles » (+19,7%), « fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrage en

métaux » (+17,2%) et « production et distribution d'électricité et de supports énergétiques » (+4,7%). A l'inverse, la contraction de l'activité dans les branches « fabrication de papiers et d'articles en papiers, imprimerie et activités annexes » (-51,6%), « industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (-29,7%) et « industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (-4,5%), a contribué à freiner l'évolution d'ensemble. La hausse des coûts de l'énergie, notamment du carburant à la pompe et de l'électricité ; les perturbations des circuits d'approvisionnement nationaux et internationaux ; les difficultés liées aux infrastructures de transports, principalement routières, continuent d'impacter négativement l'activité du secteur.

Au deuxième trimestre 2023, comparé au trimestre précédent, l'activité dans les **industries agroalimentaires** connaît un recul. Cette situation est imputable notamment à la baisse de la production dans les branches « Industrie de boissons » (-6,0%), « Industries du cacao, café thé et sucre » (-92,0%), « Industries des oléagineux et d'aliments pour animaux » (-13,8%).

**Au premier semestre et en glissement annuel, l'activité est dynamique,** tirée par l'accroissement de la production dans les branches « Travail de grains et fabrication des produits amylacés » (+7,6%), « Industrie de boissons » (+6,6%), « Fabrication de produits à base de céréales » (+4,0%). A l'inverse, les branches « Industries du cacao, café, thé et sucre » (-29,7%), « Industries des oléagineux et d'aliments pour animaux » (-4,5%) et « Production, transformation et conservation de viande, du poisson et des produits de la pêche » (-3,7%) ont freiné l'évolution d'ensemble. Par branche d'activités, l'on observe les évolutions suivantes :

Dans les « **industries de production, de transformation et de conservation de la viande, du poisson et des produits de la pêche** », la production de viande recule de 6,7% au deuxième trimestre 2023, comparée au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, elle baisse de 3,7%, en lien avec la dégradation des pâturages. Les projections de fin d'année tablent sur une quasi-stabilité de la production de viande.

Dans la branche « **travail de grains et fabrication des produits amylacés** », la production de farine recule de 3,1%. Par contre au premier semestre 2023, la production de farine est en augmentation de 26,6%, en lien avec l'accroissement des capacités de production et l'anticipation d'une disponibilité du blé sur le marché international qui a conduit à une baisse des cours du blé.

Dans les « **industries du cacao, café, thé et sucre** », la production de la branche baisse de 92,0% au deuxième trimestre 2023 comparée au trimestre précédent, en lien avec le recul de 97,5% de la production de sucre et de 34,7% de celle des chocolats. En effet, le deuxième trimestre correspond à la fin de la campagne de production de sucre à la SOSUCAM principal opérateur de la branche. Sur les six premiers mois de 2023 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 29,7%. Cette baisse est consécutive aux difficultés financières que connaît la SOSUCAM, dont la production recule de 32%. Au terme de l'année, la production de la branche reculerait de 7,3%.

Au deuxième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, la production de **masse de cacao** progresse de 2,7% tandis que celle de **beurre de cacao** recule de 1,0%. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, la production de masse de cacao croît de 14,6%, en lien avec l'accroissement des commandes ; celle de beurre de cacao recule de 2,1%. Les projections de fin d'année tablent sur des baisses de production, de 1% pour la masse et 1,8% pour le beurre de cacao. La production de **thé** croît de 79,8% au deuxième trimestre 2023. Par rapport au deuxième trimestre 2022, elle progresse de 26,9%, en lien avec la reprise des activités sur le site de NDU, et des conditions climatiques favorables. Sur les six premiers mois de 2023, la production de thé recule de 5,2% en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année 2023, elle est projetée en hausse de 8,7% par rapport à 2022.

Dans les « **industries des oléagineux et d'aliments pour animaux** », la production baisse de 13,8% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, tirée entre autres, par le recul de 11,3% de la production des huiles raffinées. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, la production de la branche

recule de 4,5%, imputable à la baisse de la production des huiles raffinées de 6,1%, en raison de l'insuffisance de l'offre d'huile de palme brute, matière première dans la production des huiles raffinées. Au terme de l'année, la production dans la branche reculerait de 5,1%.

Dans la branche « **fabrication de produits à base de céréales** », la production des biscuits et des pâtes alimentaires régresse de 2,8% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Sur les six premiers mois de 2023 et en glissement annuel, elle croit de 4,0%. La hausse de la demande et les investissements réalisés en vue de l'amélioration des capacités de production et l'acquisition du matériel de distribution participent à la bonne tenue des activités. Au terme de l'année, la production est estimée à la hausse de 13,3%.

La production dans les « **Industries de boissons** » enregistre une baisse de 6,1% au deuxième trimestre 2023 comparativement au trimestre précédent, du fait de la saisonnalité des ventes. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, la production dans la branche progresse de 4,4%, en raison de la croissance du marché et la construction de nouveaux centres de distribution. Au terme de l'année 2023, la production croitra de 2,0%.

Au deuxième trimestre 2023, l'évolution de la production dans les « **autres industries manufacturières** » est en baisse par rapport au trimestre précédent. Ce recul est imputable à la contraction de la production dans les branches « Industries du textile et de la confection » (-57,3%), « Industries chimiques et fabrication de produits chimiques » (-11,6%), « Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques et matériaux de construction » (-5,6%) et « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (-13,9%).

Sur les six premiers mois de 2023, la production dans les « **autres industries manufacturières** », est dynamique, tirée par les branches « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (+19,7%), « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (+17,2%) et « Industries du textile et de la confection »

(+4,6%).

Dans les « **Industries du textile et de la confection** », la production recule de 57,3% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent où on a observé un boom du fait des festivités de la journée internationale de la femme. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, elle croit de 4,6%, en lien avec l'accroissement des commandes. Au terme de l'année, la production serait quasi stable. La CICAM continue de faire face aux difficultés techniques et financières.

La production dans les « **Industries du bois sauf fabrication des meubles** » enregistre une hausse de 9,8% au deuxième trimestre 2023. De janvier à juin 2023 et en glissement annuel, elle croit de 19,7%, du fait de la hausse des commandes. Au terme de l'année, la production croitra de 9,6% par rapport à 2022.

Dans la branche « **Fabrication de papiers et articles en papier ; imprimerie et activités annexes à l'imprimerie** », la production croit de 71,2% au deuxième trimestre 2023, comparée au trimestre précédent, en raison avec la hausse de la production des sacs de ciment (+33,1%) et la reprise de celle des cahiers (+95,3%). Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, la production de la branche recule de 51,6%, en lien avec les difficultés de financement et les perturbations des chaînes d'approvisionnement en matières premières, notamment la pâte à papier. Au terme de l'année la production serait quasi-stable.

Pour ce qui est de la branche « **Industries chimiques et fabrication de produits chimiques** », la production recule de 3,4% au deuxième trimestre 2023, comparée au trimestre précédent, en lien avec la baisse de la production des acides gras et du gaz médical. Toutefois, la production de savon progresse de 1,4%. Au premier semestre 2023, et en glissement annuel, la production dans la branche progresse de 2,6%, tirée par les accroissements de production de l'azote (23,5%) et des acides gras (4,1%). L'accroissement de la demande et la perspective d'une meilleure disponibilité de l'huile de palme brute pourrait soutenir l'activité dans la branche. Au terme de l'année,

la production de la branche croitrait de 2,8%,

S'agissant de la branche « **Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc** », la production croit de 33,7% au deuxième trimestre 2023 comparée au trimestre précédent. En glissement annuel, elle progresse de 11,7% en lien principalement avec l'accroissement de 10,8% de la production de caoutchouc naturel. Au premier semestre 2023 et en glissement, la production progresse de 3,9% tirée par la hausse de 15,5% de la production de la CDC. Au terme de l'année, la production de la branche progresserait de 33,6%.

Concernant la branche « **Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques** », la production de ciment recule de 5,6% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, en lien avec les contreperformances des leaders (Cimencam et Dangoté). Au premier semestre et en glissement annuel, la production de ciment est quasi-stable. Au terme de l'année, elle progresserait de 1,7%. Les importations de clinker ont augmenté de 16% en glissement annuel sur les trois premiers mois de 2023.

Les activités dans la branche « **fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)** » enregistrent une baisse de 13,9% de la production par rapport au trimestre précédent, en lien avec les reculs de la production d'aluminium et des bandes d'aluminium de 40,1% et 7,7% respectivement. Sur les six premiers mois de 2023 et en glissement annuel, l'activité de la branche progresse de 17,2% du fait du redémarrage de plusieurs cuves. Au terme de l'année, la production dans la branche croitrait de 35,2%.

Dans la « **Production et la distribution d'électricité** », la production d'électricité est composée de la production issue des barrages et centrales gérés par Eneo, et la production qu'elle rachète auprès des opérateurs indépendants. La production générée par Eneo représente environ 70% de la production globale et celle rachetée auprès des opérateurs indépendants 30%.

Au deuxième trimestre 2023, l'activité de production et de distribution d'électricité recule

de 0,9% par rapport au premier trimestre. En glissement annuel, elle progresse de 7,8%. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, elle croit de 4,7% soutenue par la mise en service de l'usine de pied du barrage de Lom-Pangar ainsi que le développement et l'exploitation des nouvelles sources d'énergie.

Dans la « **production et distribution d'eau et assainissement** », l'activité de collecte des déchets est restée stable au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, la quantité d'ordures ménagères collectées progresse de 8,8%.

Dans la **silviculture et exploitation forestière**, la production de bois débités progresse de 24,9% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel et au premier semestre 2023, elle croit de 3,2%.

### Secteur tertiaire

Au deuxième trimestre 2023, le chiffre d'affaires du secteur tertiaire progresse de 1,5% par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, il s'accroît de 3,1%, soutenu par la bonne tenue des activités dans les branches « Commerce et réparations » (+3,4%), « Information et télécommunications » (+8,4%) et « transport et entreposage » (+7,5%). La baisse de 6,7% du chiffre d'affaires de la branche « Hôtellerie et restauration » atténue l'évolution d'ensemble.

Dans la branche « **Information et télécommunications** », le chiffre d'affaires progresse de 1% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent. Sur les six premiers mois de l'année 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires augmente de 8,4%, en liaison avec, entre autres, l'amélioration de la couverture réseau, l'utilisation des services internet et Mobile Money ainsi que la multiplication des offres promotionnelles. Le nombre d'abonnés augmente de 7,4%.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Hôtellerie et restauration** » baisse de 5,8% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, imputable au recul de l'activité après les périodes de fêtes. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires baisse de 6,7% du fait du retour à la normale des activités après la CAN qui s'est tenue en 2022.

Le chiffre d'affaires de la branche « **Commerce et réparations** » baisse de 2,4% au deuxième trimestre 2023 par rapport au premier trimestre de la même année, du fait du recul des activités dans le secteur primaire. La baisse des ventes, en lien avec l'inflation, expliquerait également cette évolution. Sur les six premiers mois de l'année 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 3,4%.

Dans la branche « **Transport et entreposage** », le chiffre d'affaires progresse de 13,5% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Au premier semestre 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires croît de 7,5%, en lien notamment avec la hausse des prix des transports urbain et inter-urbain, du fret ainsi que de l'accroissement du trafic dans les différentes sous-branches.

Pour le **Transport maritime**, le chiffre d'affaires et le trafic global progressent respectivement de 12,8% et de 1,5% au deuxième trimestre 2023 comparés au trimestre précédent. L'augmentation trafic global est tirée par la hausse de 2% du tonnage des marchandises à l'importation. A l'inverse, le tonnage des marchandises à l'exportation baisse

de 0,7%. Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires progresse de 3,7%. Le trafic des marchandises à l'importation progresse de 11,3% tandis que celui des marchandises à l'exportation baisse de 5,5%.

Dans le **Transport ferroviaire**, le chiffre d'affaires progresse de 16,4% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. La bonne tenue de l'activité est attribuable à l'effet combiné de la hausse de 11,3% du tonnage des marchandises transportées et de l'accroissement de 11,8% du trafic voyageur. De janvier à juin 2023 et en glissement annuel, le chiffre d'affaires progresse de 9,5%, en lien avec l'augmentation depuis le 1<sup>er</sup> mars 2023, du tarif du tonnage au kilomètre des marchandises transportées.

Dans le **transport aérien**, le chiffre d'affaires progresse de 15,3% au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du transport de passagers. Sur les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires baisse de 9,3%, du fait du retour à la normale d'activités après l'organisation de la CAN au premier trimestre 2022.



## SECTEUR EXTERIEUR

### Balance des paiements : Creusement du déficit courant en glissement annuel

#### Compte des transactions courantes

**Au deuxième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent**, le déficit courant se réduit de 211,1 milliards et se situe à 237,1 milliards. Cette situation est attribuable principalement à la réduction des déficits des biens et des revenus primaires. A l'inverse, le déficit des services s'aggrave et l'excédent des revenus secondaires diminue.

Le déficit des biens se réduit de 274,5 milliards et s'élève à 94,1 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse de 57,6 milliards des recettes

d'exportations fob et d'une baisse de 216,9 milliards des dépenses d'importations fob.

Le déficit des services se dégrade de 45,7 milliards et se situe à 132,5 milliards, du fait principalement de la dégradation du déficit des transports et de la baisse de l'excédent du poste voyage. La dégradation du déficit des transports provient de la hausse des dépenses du poste « passagers ». Le déficit des revenus primaires se réduit de 26,5 milliards pour s'établir à 115,6 milliards, du fait essentiellement de la baisse du paiement des intérêts sur la dette publique extérieure. L'excédent des revenus secondaires se réduit, passant de 149,3 milliards à 105,1 milliards.

**Tableau 1 : Balance des paiements (en milliards)**

LIBELLES	2T2022**	1T2023**	2T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) – (b)	(c) – (a)
<b>I- SOLDE COURANT</b>	<b>-30,2</b>	<b>-448,2</b>	<b>-237,1</b>	<b>211,1</b>	<b>-206,8</b>
1- Balance des Biens	70,9	-368,7	-94,1	274,5	-165,1
2- Balance des Services	-45,6	-86,8	-132,5	-45,7	-86,8
3- Balance des Revenus Primaires	-169,2	-142,1	-115,6	26,5	53,7
4- Balance des Revenus Secondaires	113,7	149,3	105,1	-44,2	-8,6
<b>II- FINANCEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>223,8</b>	<b>281,2</b>	<b>453,9</b>	<b>172,7</b>	<b>230,1</b>
<b>1- Secteur privé non bancaires</b>	<b>-1,7</b>	<b>195,1</b>	<b>154,5</b>	<b>-40,6</b>	<b>156,2</b>
Investissements Directs Etrangers (IDE)	91,9	243,7	103,6	-140,1	11,7
Investissements de Portefeuille et Produits Financiers Dérivés	23,8	-23,7	0,7	24,4	-23,1
Tirages nets (hors IDE et IPF)	-117,4	-24,9	50,2	75,1	167,6
<b>2- Administration publique</b>	<b>294,6</b>	<b>-6,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>4,9</b>	<b>-296,1</b>
Dons projets (y compris C2D)	43,6	0,0	13,1	13,1	-30,5
Tirages nets sur emprunt obligataire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tirages nets (hors obligations du trésor)	251,0	-6,5	-14,6	-8,2	-265,7
<b>3- Banques Créatrices de monnaie</b>	<b>-69,1</b>	<b>92,6</b>	<b>300,9</b>	<b>208,3</b>	<b>370,0</b>
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>8,3</b>	<b>16,4</b>	<b>22,4</b>	<b>6,0</b>	<b>14,1</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>201,9</b>	<b>-150,6</b>	<b>239,2</b>	<b>389,8</b>	<b>37,3</b>

Source : MINFI/DP ; \* Estimations ; \*\*Données mis à jour

**En glissement annuel**, le déficit courant s'aggrave de 206,8 milliards, en raison principalement de la détérioration des soldes des biens et des services. Le déficit des revenus primaires et l'excédent des revenus secondaires se réduisent.

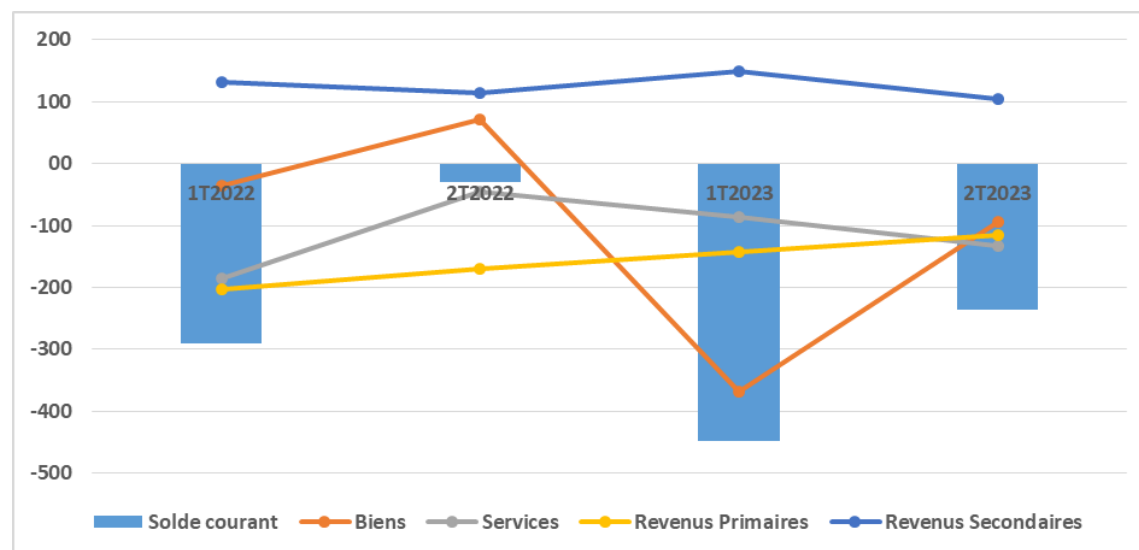
La détérioration du solde des biens résulte de

l'augmentation des dépenses d'importation fob (+139,2 milliards), couplée à la diminution des recettes d'exportation fob (-25,9 milliards). La dégradation du déficit des services est imputable à la hausse des dépenses de fret, de l'assistance technique aux entreprises et de la détérioration du déficit des assurances.

Le déficit des revenus primaires se réduit de 53,7

milliards, du fait principalement de la baisse des dividendes versés par les filiales locales des entreprises étrangères. L'excédent des revenus secondaires se réduit de 8,6 milliards.

**Graphique : Evolution des principaux soldes du compte courant (en milliards)**



Source : MINFI/DP

### Financements extérieurs

Au deuxième trimestre 2023 et par rapport au trimestre précédent, les financements extérieurs se caractérisent par des entrées nettes de 453,9 milliards après 281,2 milliards. Cette évolution résulte principalement de la hausse des entrées nettes du secteur bancaire (+208,3 milliards) et des entrées nettes de l'administration (+4,6 milliards). A contrario, le secteur privé non bancaire enregistre une baisse des entrées nettes de 40,6 milliards.

En glissement annuel, les financements extérieurs augmentent de 230,1 milliards. Cette évolution est tirée par la hausse des tirages nets du secteur privé

non bancaire (+156,2 milliards), ainsi que des entrées nettes du secteur bancaire (+370 milliards). Elle est atténuée par la baisse de 296,1 milliards des tirages nets de l'administration.

Le solde global qui se dégage de l'ensemble des transactions effectuées avec l'extérieur au cours du deuxième trimestre 2023 est excédentaire de 239,2 milliards, contre un déficit de 150,6 milliards au trimestre précédent. Cette évolution résulte d'une hausse des financements extérieurs plus importante que l'aggravation du déficit courant. En glissement annuel, l'excédent du solde global s'améliore de 37,3 milliards.

**Tableau 2 : Balance des paiements 1T2022, 4T2022 et 1T2023 (En milliards)**

LIBELLES	2T2022**	1T2023**	2T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
I- SOLDE COURANT (Transferts publics inclus)	-30,2	-448,2	-237,1	211,1	-206,8
SOLDE COURANT (Transferts publics exclus)	-51,9	-450,9	-249,8	201,1	-197,8
1- Balance des biens	70,9	-368,7	-94,1	274,5	-165,1
Exportations des biens FOB	1001,9	918,4	976,0	57,6	-25,9
dont Exportations douanières FOB	840,2	763,8	811,9	48,1	-28,3
Importations des biens FOB	-931,0	-1287,1	-1070,1	216,9	-139,2
dont Importations douanières CAF	-1017,4	-1336,4	-1125,8	210,7	-108,4
2- Balance des services	-45,6	-86,8	-132,5	-45,7	-86,8
Transports	-101,1	-91,8	-94,3	-2,5	6,8
Assurances	-9,1	-15,7	-13,5	2,2	-4,4

LIBELLES	2T2022**	1T2023**	2T2023*	Variations	
	(a)	(b)	(c)	(c) - (b)	(c) - (a)
Voyages	-22,2	34,7	33,5	-1,2	55,7
Autres services	86,7	-13,9	-58,2	-44,2	-144,9
Dont Assistance technique et services divers	-21,1	-31,3	-31,5	-0,1	-10,4
<b>3- Balance des revenus primaires</b>	<b>-169,2</b>	<b>-142,1</b>	<b>-115,6</b>	<b>26,5</b>	<b>53,7</b>
<b>Recettes</b>	<b>19,9</b>	<b>21,8</b>	<b>32,9</b>	<b>11,0</b>	<b>12,9</b>
<b>Dépenses</b>	<b>-189,2</b>	<b>-163,9</b>	<b>-148,4</b>	<b>15,5</b>	<b>40,7</b>
Rémunération des salariés	-2,8	-6,7	-10,2	-3,5	-7,4
Investissements directs	-156,6	-105,0	-100,4	4,6	56,2
Investissements de portefeuille	-0,4	-0,8	-7,0	-6,2	-6,6
Autres investissements	-29,4	-51,4	-30,8	20,6	-1,4
Dont intérêt sur la dette Publique Extérieure	-29,2	-50,5	-30,2	20,3	-1,0
<b>4- Balance des revenus secondaires</b>	<b>113,7</b>	<b>149,3</b>	<b>105,1</b>	<b>-44,2</b>	<b>-8,6</b>
<b>II- COMPTE DE CAPITAL &amp; D'OPERATIONS FIN.</b>	<b>223,8</b>	<b>281,2</b>	<b>453,9</b>	<b>172,7</b>	<b>230,1</b>
<b>1- Compte de capital</b>	<b>53,1</b>	<b>7,0</b>	<b>20,5</b>	<b>13,5</b>	<b>-32,6</b>
Administrations publiques	43,6	0,0	13,1	13,1	-30,5
dont : dons (PPTE, C2D, IADM)				0,0	0,0
Autres secteurs	9,6	7,0	7,4	0,4	-2,2
<b>2- Compte d'opérations financières</b>	<b>170,7</b>	<b>274,2</b>	<b>433,4</b>	<b>159,2</b>	<b>262,7</b>
<b>Investissements Directs</b>	<b>91,9</b>	<b>243,7</b>	<b>103,6</b>	<b>-140,1</b>	<b>11,7</b>
Sortant	24,7	-0,1	0,0	0,1	-24,7
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>23,8</b>	<b>-23,7</b>	<b>0,7</b>	<b>24,4</b>	<b>-23,1</b>
Engagements (baisse -)	-6,2	-0,7	0,0	0,7	6,2
<b>Autres Investissements</b>	<b>54,9</b>	<b>54,2</b>	<b>329,0</b>	<b>274,9</b>	<b>274,1</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>251,0</b>	<b>-6,5</b>	<b>-14,6</b>	<b>-8,2</b>	<b>-265,7</b>
<b>dont Engagements</b>	<b>251,0</b>	<b>-6,5</b>	<b>-14,6</b>	<b>-8,2</b>	<b>-265,7</b>
- Tirages	336,4	186,0	72,7	-113,3	-263,7
- Amortissements	-85,4	-192,5	-87,3	105,1	-2,0
<b>Banques et Institutions financières</b>	<b>-69,1</b>	<b>92,6</b>	<b>300,9</b>	<b>208,3</b>	<b>370,0</b>
<b>Avoirs (baisse +)</b>	<b>-111,3</b>	<b>-245,9</b>	<b>276,1</b>	<b>521,9</b>	<b>387,4</b>
- Dépôts	-25,9	-259,9	231,4	491,2	257,3
- Autres avoires	-85,3	14,0	44,7	30,7	130,0
<b>Engagements (baisse -)</b>	<b>42,1</b>	<b>338,5</b>	<b>24,8</b>	<b>-313,6</b>	<b>-17,3</b>
-Dépôts	38,1	242,4	51,6	-190,8	13,5
-Autres Engagements	4,0	96,1	-26,7	-122,8	-30,8
<b>Privé non bancaire</b>	<b>-127,0</b>	<b>-32,0</b>	<b>42,8</b>	<b>74,7</b>	<b>169,8</b>
Avoirs (baisse +)	-348,7	82,1	19,5	-62,6	368,2
<b>III- ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>8,3</b>	<b>16,4</b>	<b>22,4</b>	<b>6,0</b>	<b>14,1</b>
<b>IV- SOLDE GLOBAL</b>	<b>201,9</b>	<b>-150,6</b>	<b>239,2</b>	<b>389,8</b>	<b>37,3</b>
<b>V- FINANCEMENT</b>	<b>-201,9</b>	<b>150,6</b>	<b>-239,2</b>	<b>-389,8</b>	<b>-37,3</b>

Source : MINFI/DP ; \* Estimations ; \*\*Données mis à jour

## Commerce extérieur

**Déficit commerciale avec le Gabon : nécessité d'une amélioration du système productif d'huile de palme au Cameroun**

La situation politique récente au Gabon interpelle sur la nécessité d'une amélioration du système productif d'huile de palme brute au Cameroun.

Depuis plus de 5 ans, la balance commerciale du Cameroun avec le Gabon se détériore. Entre 2018

et 2020, le solde commercial qui était excédentaire avec le Gabon s'est progressivement détérioré, pour devenir déficitaire depuis 2021. En 2022, le déficit s'élève à 36,9 milliards, résultant de 21,2 milliards d'exportations et de 58 milliards des importations. Au premier semestre 2023, ce déficit devrait s'établir à 37,7 milliards.

**Tableau 11 : Evolution du commerce bilatéral Cameroun-Gabon de 2018 à 2022**

		2018	2019	2020	2021	2022
<b>Exportations (valeur en milliards)</b>		<b>17,9</b>	<b>19,8</b>	<b>22,2</b>	<b>17,4</b>	<b>21,2</b>
<b>Principaux biens exportés (en % du total des exportations vers le Gabon)</b>	Articles d'emballage, en matières plastiques	8,7	11,3	11,4	11,8	13,2
	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	12,2	11,5	10,8	11,0	12,2
	Tôles et bandes en aluminium, d'une épaisseur excédant 0,2 mm	11,5	10,5	7,9	11,4	11,3
	Préparations pour soupes ou bouillons et soupes ou bouillons préparés	8,4	8,7	9,3	8,1	8,9
	Articles d'emballage, ampoules et autres récipients, en verre	13,1	10,0	9,8	9,2	7,9
<b>Importations (valeur en milliards)</b>		<b>5,3</b>	<b>9,3</b>	<b>15,0</b>	<b>23,0</b>	<b>58,0</b>
<b>Principaux biens importés (en % du total des importations provenant du Gabon)</b>	Huile de palme brute	86,0	91,8	94,1	91,4	95,9
<b>Solde commercial (valeur en milliards)</b>		<b>12,6</b>	<b>10,5</b>	<b>7,1</b>	<b>-5,5</b>	<b>-36,9</b>

Source : MINFI/DP

Cette détérioration progressive de la balance commerciale du Cameroun avec le Gabon s'explique essentiellement par l'augmentation des achats d'huile de palme brut (85% des importations du Cameroun en provenance du Gabon), dans un contexte de hausse de prix de cette matière. L'évolution des prix résulte:

(i) des crises géopolitiques mondiales et les conditions climatiques défavorables dans les pays exportateurs ;

(ii) de la hausse de la demande extérieure camerounaise d'huile de palme brute<sup>1</sup> en raison de la faible offre nationale, et des conditions de transport favorables avec le Gabon. En effet, oscillant entre 350 000 et 450 000 tonnes chaque année, la production nationale peine à satisfaire la demande d'huile de palme brute estimée à environ 600 000 tonnes par an. Face à ce déficit, le Gouvernement accorde à certains industriels des autorisations

d'importations. Il y a quelques années, ces importations provenaient essentiellement d'Asie. Le choix de plus en plus porté sur les pays africains, notamment le Gabon (52% des importations d'huile de palme) et le Liberia (25%) comme fournisseurs se justifie par la baisse du fret et des droits d'entrées.

**Tableau 12 : Principaux fournisseurs d'huile de palme brute au Cameroun en 2021 et 2022**

Pays d'origine d'huile de palme brute	En % du total des importations d'huile de palme brute	
	2021	2022
<b>Gabon</b>	43,7	50,8
<b>Libéria</b>	34,2	29,7
<b>Malaisie</b>	3,3	6,1
<b>Côte d'Ivoire</b>	14,0	6,0
<b>Indonésie</b>	1,0	2,6

Source : MINFI/DP

<sup>1</sup> En 2022, l'indice réel des importations d'huile de palme a augmenté de 33% par rapport à 2021

## FINANCES PUBLIQUES

L'exécution du budget de l'Etat au deuxième trimestre et au terme du premier semestre 2023, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice 2022, fait apparaître : (i) une baisse des ressources totales, imputable à celle des emprunts et dons, et (ii) une hausse des dépenses totales, attribuable à celle des dépenses courantes.

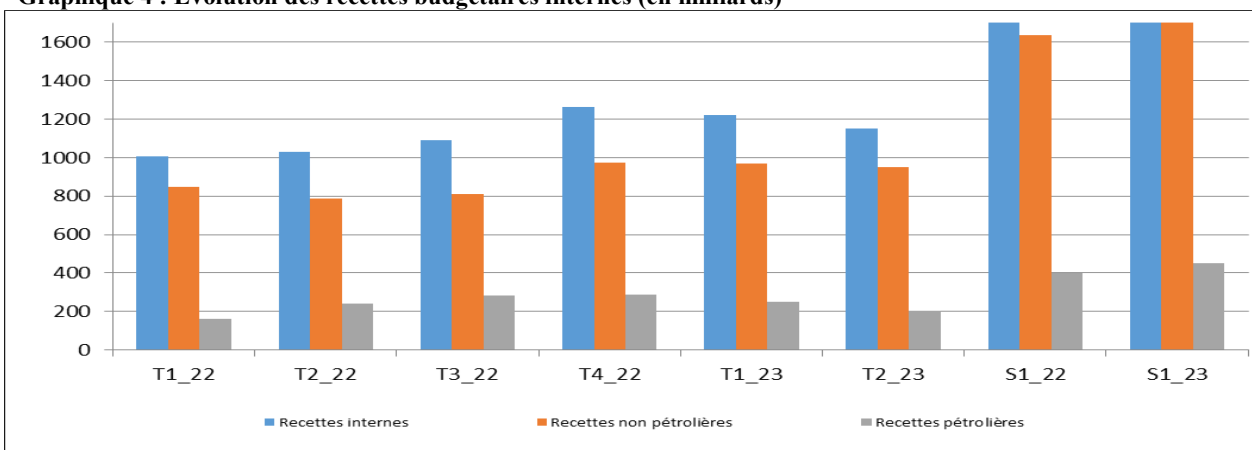
### Ressources budgétaires : baisse des ressources totales imputable aux emprunts et dons

Les ressources budgétaires totales recouvrées au cours du **deuxième trimestre 2023** s'élèvent à 1 291,4 milliards, en baisse de 177,6 milliards en glissement annuel. Elles comprennent 1 153,2

milliards de recettes internes et 138,2 milliards d'emprunts et dons.

**Les recettes budgétaires internes** augmentent de 12%, du fait de l'accroissement des recettes non pétrolières (+20,3%). Les recettes pétrolières quant à elles, diminuent de 36,1 milliards et se chiffrent à 204,2 milliards. Cette baisse est la résultante d'une diminution de 53,9 milliards de la redevance SNH qui se situe à 135,5 milliards, et d'un accroissement de 17,9 milliards de l'impôt sur les sociétés pétrolières qui s'élèvent à 68,6 milliards.

**Graphique 4 : Evolution des recettes budgétaires internes (en milliards)**



Source : MINFI/DP

Les recettes non pétrolières s'établissent à 949 milliards en hausse de 160,1 milliards. L'évolution des principales rubriques se présente comme suit : les recettes d'impôts et taxes se situent à 604,6 milliards, en hausse de 87,5 milliards ; les recettes douanières s'élèvent à 257,2 milliards, en augmentation de 34,5 milliards ; les recettes non fiscales se chiffrent à 86,4 milliards et progressent de 37,4 milliards. Les recettes des CAS sont de 0,7 milliard au deuxième trimestre 2023.

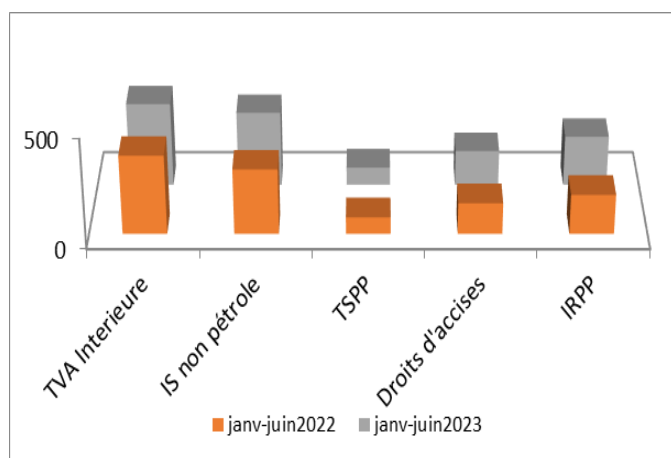
**Les emprunts et dons** mobilisés au cours du deuxième trimestre 2023, à hauteur de 138,2 milliards, sont en baisse de 301,6 milliards en rythme annuel. Ils comprennent 76 milliards de

prêts projets, 4,9 milliards de dons et 57,2 milliards d'émissions nettes de titres publics.

**Sur l'ensemble du premier semestre 2023**, les réalisations des ressources budgétaires totales s'élèvent à 2 670,5 milliards. Elles diminuent de 36,3 milliards par rapport au premier semestre 2022. Cette diminution s'observe principalement au niveau des emprunts et dons.

**Les recettes budgétaires internes** recouvrées se chiffrent à 2 372 milliards, en hausse de 335,1 milliards par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'observe tant sur les recettes pétrolières que sur les recettes non pétrolières

**Graphique 5: Evolution des principales composantes recettes des impôts et taxes (en milliards)**



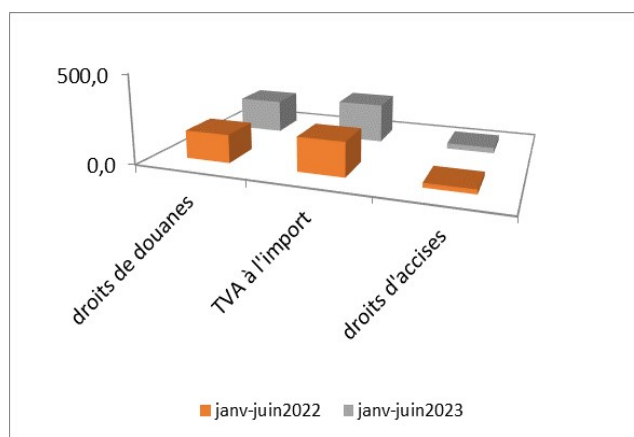
Source : MINFI/DP

**Les recettes pétrolières** se chiffrent à 453,3 milliards, en augmentation de 51,4 milliards, essentiellement du fait de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole et de l'appréciation du dollar par rapport à l'Euro. Elles comprennent 351,3 milliards de redevance pétrolière SNH et 102 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières.

**Les recettes non pétrolières** passent de 1 635,1 milliards à fin juin 2022 à 1 918,8 milliards à fin juin 2023, soit une progression de 283,7 milliards. L'évolution et les réalisations des principales composantes des recettes non pétrolières sont données ci-après.

**Les recettes des impôts et taxes** s'élèvent à 1 303,6 milliards, en hausse de 152,3 milliards. Cette hausse résulte de l'accroissement : de l'IRPP (+46,1 milliards) ; de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+40,9 milliards) ; des droits d'enregistrement et du timbre (+22 milliards) ; de la

**Graphique 6: Evolution des principales composantes recettes douanières (en milliards)**



Source : MINFI/DP

TVA (+19,1 milliards) ; des droits d'accises (+17,7 milliards) ; et de la TSPP (+5 milliards).

**Les recettes douanières** se chiffrent à 484,4 milliards contre 401,2 milliards à fin juin 2022, soit une hausse de 83,3 milliards, attribuable à l'accroissement de toutes les rubriques : la TVA à l'importation (+31,7 milliards) ; les droits de douane à l'importation (+30,4 milliards) ; les droits d'accises à l'importation (+ 5,8 milliards) et les droits de sortie (+4,3 milliards).

**Les recettes non fiscales** progressent de 42,8 milliards et s'établissent à 125,4 milliards. Les recettes des CAS sont 5,4 milliards.

**Les emprunts et dons** sont de 298,5 milliards contre 669,9 milliards, soit une diminution de 371,4 milliards. Cette baisse est imputable à celle des émissions des titres publics (-212,6 milliards), des prêts projets (-149,0 milliards) et des dons (-54,7 milliards).

**Tableau 13: Evolution des recettes budgétaires (en milliards)**

RUBRIQUE DES RECETTES	2 <sup>ème</sup> trim. 2022	2 <sup>ème</sup> trim. 2023	janv.-juin 2022	janv.-juin 2023	Variations relatives (en %)		variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
A-RECETTE BUDGT. INTERNES	1 029,2	1 153,2	2 036,9	2 372,0	12,0	16,5	124,0	335,1
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>240,3</b>	<b>204,2</b>	<b>401,9</b>	<b>453,3</b>	<b>-15,0</b>	<b>12,8</b>	<b>-36,1</b>	<b>51,4</b>
1-Redevance SNH	189,5	135,5	334,9	351,3	-28,5	4,9	-53,9	16,3
2- IS pétrole	50,8	68,6	66,9	102,0	35,2	52,4	17,9	35,1
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>788,9</b>	<b>949,0</b>	<b>1 635,1</b>	<b>1 918,8</b>	<b>20,3</b>	<b>17,4</b>	<b>160,1</b>	<b>283,7</b>
<b>1- Recettes fiscales</b>	<b>739,9</b>	<b>861,9</b>	<b>1 552,5</b>	<b>1 788,0</b>	<b>16,5</b>	<b>15,2</b>	<b>122,0</b>	<b>235,6</b>
<b>a- Recettes des impôts et taxes</b>	<b>517,1</b>	<b>604,6</b>	<b>1 151,3</b>	<b>1 303,6</b>	<b>16,9</b>	<b>13,2</b>	<b>87,5</b>	<b>152,3</b>
dont -IRPP	95,6	132,3	180,3	226,4	38,4	25,6	36,7	46,1
-TVA	177,6	187,2	358,8	378,0	5,4	5,3	9,6	19,1
-IS non pétrole	82,3	94,4	296,7	337,6	14,7	13,8	12,1	40,9
-Droits d'accises	68,9	78,7	141,4	159,2	14,2	12,5	9,8	17,7
-Droits d'enreg.et timbre	27,2	45,6	53,5	75,5	68,0	41,2	18,5	22,0
- TSPP	38,8	41,6	76,5	81,5	7,3	6,6	2,8	5,0
<b>b- Recettes douanières</b>	<b>222,7</b>	<b>257,2</b>	<b>401,2</b>	<b>484,4</b>	<b>15,5</b>	<b>20,8</b>	<b>34,5</b>	<b>83,3</b>
dont - droit de douane import.	88,6	97,0	158,3	188,7	9,5	19,2	8,4	30,4
-TVA import.+Dts d'ac./import	108,4	119,4	190,9	222,6	10,2	16,6	11,0	31,7
- Droits d'accises à l'importation	13,7	16,6	25,0	30,8	21,0	23,4	2,9	5,8
- Droits de sortie	10,5	13,1	20,0	24,3	25,0	21,5	2,6	4,3
<b>2- Recettes non fiscales</b>	<b>49,0</b>	<b>86,4</b>	<b>82,6</b>	<b>125,4</b>	<b>76,3</b>	<b>51,8</b>	<b>37,4</b>	<b>42,8</b>
<b>3- Recettes des CAS</b>	<b>ND</b>	<b>0,7</b>	<b>ND</b>	<b>5,4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,7</b>	<b>5,4</b>
<b>B- EMPRUNTS ET DONS</b>	<b>439,8</b>	<b>138,2</b>	<b>669,9</b>	<b>298,5</b>	<b>-68,6</b>	<b>-55,4</b>	<b>-301,6</b>	<b>-371,4</b>
- Prêts projets	253,6	76,0	343,6	194,6	-70,0	-43,4	-177,6	-149,0
- Dons	43,6	4,9	61,7	7,1	-88,7	-88,6	-38,6	-54,7
- Appuis budgétaires	45,9	0,0	45,9	68,7	-100,0	49,6	-45,9	22,8
- Emission des titres publics (net)	59,9	57,2	181,8	-30,8	-4,4	-116,9	-2,6	-212,6
- Autres emprunts (y/c PARPAC et DTS)	36,8	0,0	36,8	59,0	-100,0	60,0	-36,8	22,1
<b>TOTAL RECETTES BUDGET.</b>	<b>1 469,0</b>	<b>1 291,4</b>	<b>2 706,8</b>	<b>2 670,5</b>	<b>-12,1</b>	<b>-1,3</b>	<b>-177,6</b>	<b>-36,3</b>

Source : MINFI/DP

### Dépenses publiques : hausse des dépenses totales

Au cours du deuxième trimestre 2023, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements effectuées s'élèvent à 1 505,4 milliards, en augmentation de 0,6% en glissement annuel. Les dépenses courantes hors intérêts de la dette se chiffrent à 916,8 milliards, en hausse de 28,4%. Les dépenses du personnel augmentent de 36,2 milliards pour se situer à 326,6 milliards. Les dépenses de biens et services sont de 208,7 milliards dont 0,6 milliard pour les dépenses des CAS, qui diminuent de 30,8 milliards. Les transferts et pensions augmentent de 197,1 milliards pour s'établir à 381,5 milliards.

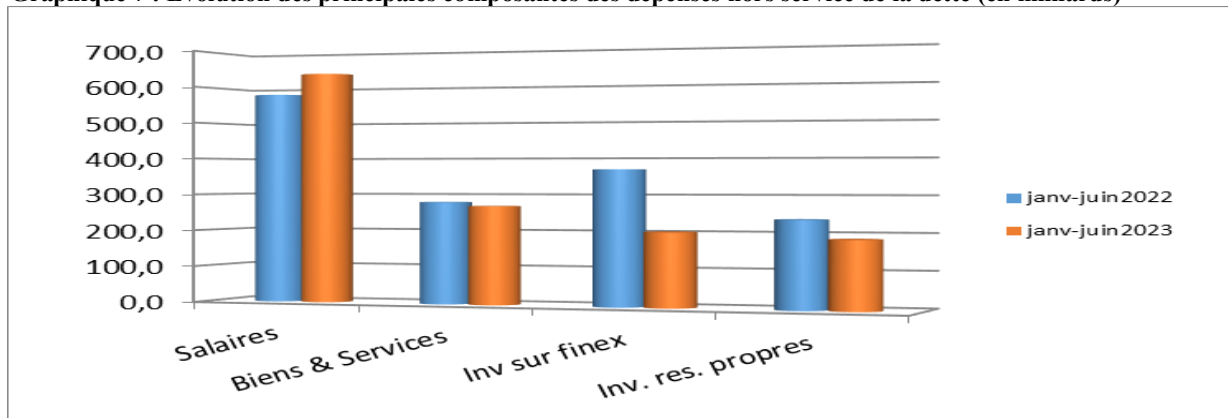
Les dépenses d'investissement baissent de 55,1% et se situent à 203,8 milliards. Sur ressources extérieures, ces dépenses diminuent de 69,7% pour s'établir à 81 milliards. Sur ressources propres, elles se chiffrent à 122,8 milliards dont 1,6 milliard pour les CAS, en diminution de 55,5%. Les dépenses de restructuration et réhabilitations sont nulles contre 8,4 milliards au deuxième trimestre 2022.

Le service de la dette publique est de 306,6 milliards, en baisse de 40,6 milliards. Le service de la dette extérieure est de 120,4 milliards, dont 90,6 milliards d'amortissement et 29,8 milliards d'intérêts. Celui de la dette intérieure se chiffre à 186,2 milliards, dont : 12,8 milliards d'intérêts ; 14,2 milliards d'amortissements ; 21 milliards de

remboursement de crédits TVA, 138,2 milliards de paiements d'arriérés des exercices 2022 et antérieurs.

**A fin juin 2023**, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 2 852,1 milliards contre 2 639,6 milliards à fin juin 2022, soit une hausse de 212,5 milliards. Cette hausse s'observe uniquement au niveau des dépenses courantes.

**Graphique 7 : Evolution des principales composantes des dépenses hors service de la dette (en milliards)**



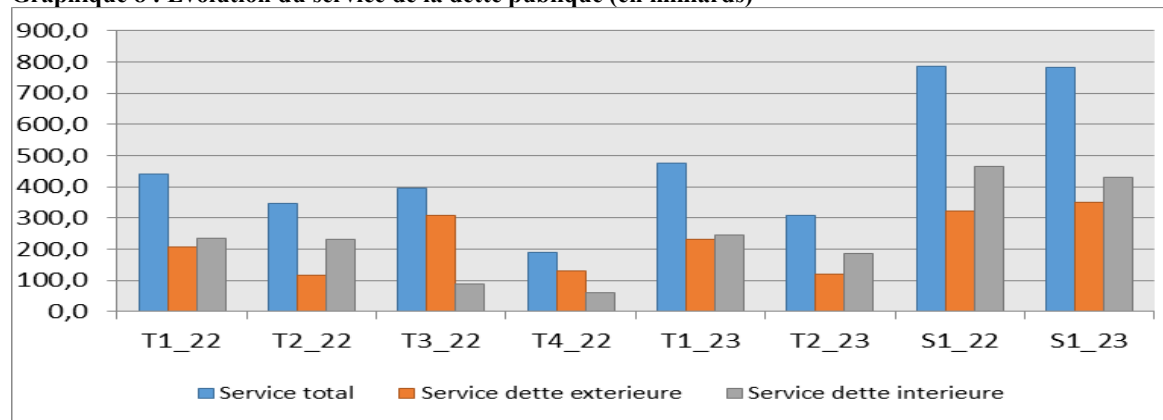
Source : MINFI/DP

Les dépenses courantes hors intérêts progressent de 265,4 milliards et se situent à 1 461,8 milliards. Les dépenses de personnel croissent de 9,8% et se situent à 635,3 milliards. Les dépenses de biens et services s'élèvent à 268,5 milliards dont 1 milliard pour les CAS et sont en baisse de 10,6%. Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 558,1 milliards, en hausse de 64,7%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 396,1 milliards à fin juin 2023 contre 613,9 milliards à fin

juin 2022, soit une baisse de 217,8 milliards. Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 186 milliards, dont 1,6 milliard pour les CAS, en diminution de 50,8 milliards en rythme annuel. Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs sont de 201,6 milliards et diminuent de 167,1 milliards. Les dépenses de restructuration se chiffrent à 8,5 milliards à fin juin 2023 contre 8,4 milliards à la même période de l'exercice 2022.

**Graphique 8 : Evolution du service de la dette publique (en milliards)**



Source : MINFI/DP

**Le service effectif de la dette publique** s'élève à 781,4 milliards, en diminution de 6,3 milliards (-0,8%). Il comprend 350,4 milliards de dette extérieure et 431 milliards de dette intérieure.

Le service effectif de la dette extérieure est en augmentation de 29,2 milliards (+9,1%). Il comprend 83,7 milliards d'intérêts et 266,7

milliards de principal.

Les paiements au titre de la dette intérieure baissent de 35,5 milliards. Ils comprennent : 18,3 milliards d'intérêts ; 35 milliards d'amortissement ; 42 milliards de remboursement de crédits TVA, 335,7 milliards de paiement des instances de l'exercice 2022 et arriérés des exercices antérieurs.



**Tableau 14: Evolution des dépenses publiques (en milliards)**

RUBRIQUES DES DEPENSES	2 <sup>ème</sup> trim. 2022	2 <sup>ème</sup> trim. 2023	janv.-juin 2022	janv.-juin 2023	Variations relatives (en %)		Variations absolues	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(b/a)	(d/c)	(b/a)	(d/c)
<b>I. Dépenses courantes</b>	<b>714,3</b>	<b>916,8</b>	<b>1196,4</b>	<b>1461,8</b>	<b>28,4</b>	<b>22,2</b>	<b>202,6</b>	<b>265,4</b>
Dép. personnel	290,4	326,6	578,4	635,3	12,5	9,8	36,2	56,9
Dépenses Biens & Services	239,5	208,7	279,1	268,5	-12,8	-3,8	-30,8	-10,6
dont - CAS	ND	0,6	ND	1,0	-	-	0,6	1,0
Transferts et pensions	184,4	381,5	338,9	558,1	106,9	64,7	197,1	219,2
<b>II. Dépenses des investissements</b>	<b>453,8</b>	<b>203,8</b>	<b>613,9</b>	<b>396,1</b>	<b>-55,1</b>	<b>-35,5</b>	<b>-250,0</b>	<b>217,8</b>
Sur financements extérieurs	267,2	81,0	368,8	201,6	-69,7	-45,3	-186,2	167,1
Sur ressource propres.	178,2	122,8	236,8	186,0	-31,1	-21,5	-55,5	-50,8
dont - CAS	ND	1,6	ND	1,6	-	-	1,6	1,6
Dépenses de restructurations	8,4	0,0	8,4	8,5	-100,0	1,4	-8,4	0,1
<b>III. Dépenses diverses à régulariser</b>	<b>-39,7</b>	<b>78,2</b>	<b>23,3</b>	<b>212,8</b>	<b>-296,8</b>	<b>811,6</b>	<b>117,9</b>	<b>189,4</b>
<b>IV. Prêts nets (Prêts-Remboursements)</b>	<b>20,3</b>	<b>0,0</b>	<b>18,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-100,0</b>	<b>-100,0</b>	<b>-20,3</b>	<b>-18,3</b>
<b>V. Service de la dette publique</b>	<b>347,2</b>	<b>306,6</b>	<b>787,8</b>	<b>781,4</b>	<b>-11,7</b>	<b>-0,8</b>	<b>-40,6</b>	<b>-6,3</b>
Dette extérieure	114,6	120,4	321,2	350,4	5,1	9,1	5,8	29,2
Intérêts	29,2	29,8	69,5	83,7	2,0	20,4	0,6	14,2
Principal	85,4	90,6	251,7	266,7	6,1	6,0	5,2	15,0
Dette intérieure	232,6	186,2	466,5	431,0	-19,9	-7,6	-46,4	-35,5
dont - Intérêts	8,7	12,8	20,4	18,3	46,5	-10,4	4,1	-2,1
- amortissement du principal	97,1	14,2	115,0	35,0	-85,4	-69,5	-82,9	-80,0
- remboursement crédits TVA	28,6	21,0	41,7	42,0	-26,7	0,8	-7,6	0,3
- arrières intérieurs	98,1	138,2	289,5	335,7	40,9	16,0	40,1	46,3
<b>TOTAL DEPENSES BUDGET.</b>	<b>1 495,9</b>	<b>1 505,4</b>	<b>2 639,6</b>	<b>2 852,1</b>	<b>0,6</b>	<b>8,0</b>	<b>9,5</b>	<b>212,5</b>

Source : MINFI/DP

### Soldes budgétaires et flux de financements

Au terme du premier semestre de l'exercice 2023, le stock des arriérés de paiement se réduit de 115,4 milliards. Cette réduction résulte de l'accumulation de 220,3 milliards d'instances nouvelles de l'exercice 2023, conjuguée à des paiements de 335,7 milliards effectués sur les arriérés des exercices précédent et antérieurs.

Les opérations de l'Etat, reflétant les recettes et dons mobilisés et les dépenses exécutées, dégagent un solde global base ordonnancements excédentaire de 164,2 milliards. Le solde primaire base

ordonnancements s'établit à 261,1 milliards et, le solde primaire non pétrolier se situe à -192,2 milliards.

S'agissant du financement intérieur, la Position Nette du trésor vis-à-vis du système bancaire (PNT) s'est détériorée de 12,8 milliards à fin juin 2023, résultant d'une amélioration de la position vis-à-vis de la BEAC de 88,6 milliards conjugué avec une détérioration de la position vis-à-vis des banques commerciales de 12 milliards et du FMI de 64,9 milliards.

**Tableau 15: Evolution des soldes budgétaires (en milliards)**

SOLDE BUDGETAIRE	Fin juin 2022	Fin juin 2023
SOLDE PRIMAIRE GLOBAL (NET*)	205,1	261,1
SOLDE PRIMAIRE NON PETROLIER (NET*)	-196,8	-192,2
SOLDE GLOBAL (NET*)	114,9	164,2

Source : MINFI \*Hors remboursement crédits TVA

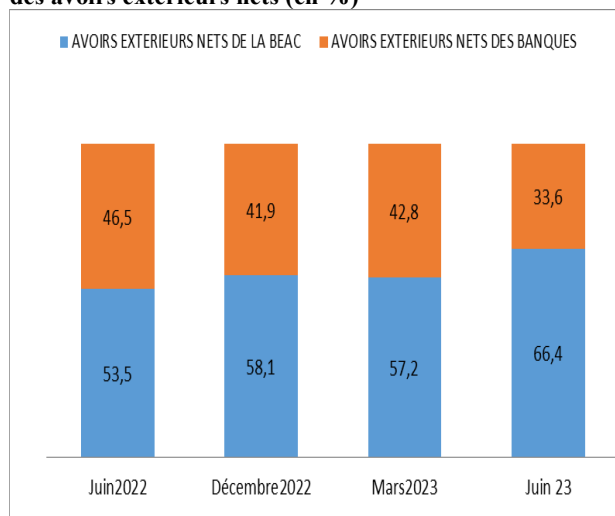
## SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2023, la situation monétaire s'équilibre en ressources et emplois à 9 840,1 milliards, en hausse de 2,9% par rapport à fin mars 2023. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie. En glissement annuel, la situation monétaire est en hausse de 11,9%.

A fin Juin 2023, et par rapport à fin mars, les avoirs extérieurs nets baissent de 1,8%, pour s'établir à

2 924,3 milliards, résultant de la contraction de 23% des avoirs extérieurs nets des banques, et de la hausse de 14% des avoirs extérieurs nets de la BEAC. La baisse des avoirs extérieurs nets des banques est due au fléchissement de la valeur des titres de placement des banques commerciales. L'accroissement des avoirs extérieurs nets de la BEAC est en lien avec le renforcement du rapatriement des recettes d'exportation.

**Graphique 9: Evolution des poids des composantes des avoirs extérieurs nets (en %)**

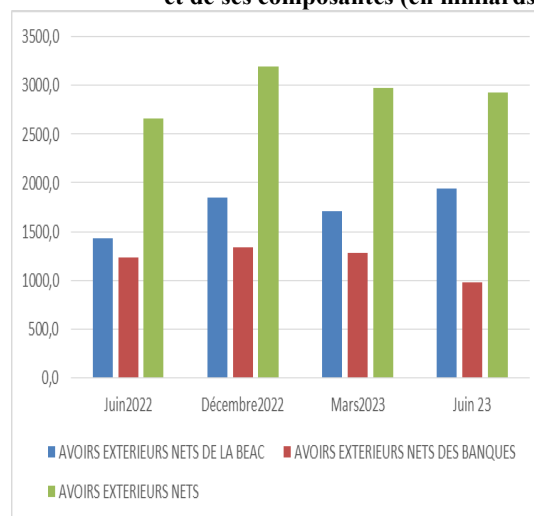


Source : MINFI/BEAC

**A fin juin 2023**, le crédit intérieur se situe à 6915,7 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à fin mars 2023. Cette évolution est attribuable aux créances nettes sur l'Etat et aux crédits à l'économie qui progressent respectivement de 2,5% et 6,2%.

Les créances nettes sur l'Etat sont en augmentation, passant de 2032 milliards à fin mars 2023 à 2083,4 milliards à fin juin 2023. Par contre, la Position Nette du Gouvernement (PNG), évaluée sur la base de la différence entre les concours accordés à l'Etat par la BEAC, les banques et le FMI, d'une part, et l'ensemble des dépôts du Gouvernement, d'autre part, se chiffre à 1981,7 milliards, en baisse de 3,2% par rapport à fin mars 2023. Cette baisse résulte de la stabilité des engagements du Gouvernement, couplée à la hausse de ses dépôts, tant à la Banque Centrale que dans les banques. La PNG vis-à-vis de la BEAC passe de 66,6 milliards à 121,4 milliards. Par contre, la PNG vis-à-vis des banques se contracte, passant de 858,1 milliards à 758,4 milliards, en lien avec les remboursements des titres

**Graphique 10 : Evolution des avoirs extérieurs nets et de ses composantes (en milliards)**



Source : MINFI/BEAC

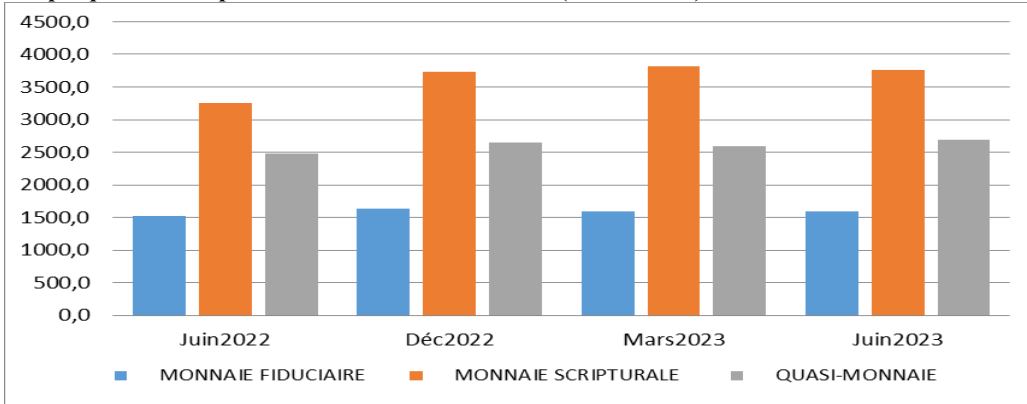
publics émis par l'Etat. La PNG vis-à-vis du FMI baisse de 21,7 milliards pour se situer à 1097 milliards.

Les crédits à l'économie affichent une hausse de 6,2%, après 1,3% enregistrée à fin mars 2023. En valeur absolue, ils se situent à 4 832,3 milliards, après 4 550,1 milliards à fin mars 2023. Cette évolution est tirée par les crédits au secteur privé non financier (+5,7%) et les crédits aux entreprises publiques (+13,2%).

La répartition des créances sur l'économie, selon la durée, laisse réaffirmer une prépondérance des crédits à court terme (51,3%). La part des crédits à moyen terme se situe à 45,7% et celle des crédits à long terme à 3,0%.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) croît de 0,7% pour s'établir à 8 049,5 milliards à fin juin 2023. Elle est composée de 19,8% de monnaie fiduciaire, 46,7% de monnaie scripturale et 33,5% de quasi-monnaie.

**Graphique 11: Composantes de la masse monétaire (en milliards)**



Sources : MINFI, BEAC

*En glissement annuel*, la situation monétaire progresse de 11,9%, consécutivement à la hausse de toutes ses composantes. Les avoirs extérieurs nets croissent de 9,8%, tirés par les avoirs extérieurs nets de la BEAC (+36,3%) ; ceux des banques baissent de 20,7%. Les crédits à l'économie augmentent de 14,0% et les créances nettes sur l'Etat croissent de 10,1%.

Reflétant l'évolution des créances sur l'Etat, la PNG croît de 3,5%, résultante de la hausse de la PNG vis-à-vis la BEAC et du FMI, et de la baisse de la PNG vis-à-vis des banques.

Les crédits à l'économie se renforcent de 14%%. Ils sont tirés par les crédits au secteur privé non financier (+14,6%).

Le taux de couverture extérieur de la monnaie, défini comme le rapport entre les avoirs officiels bruts en devises et le total des engagements à vue de la Banque centrale, est largement supérieur au seuil réglementaire. Il se situe à 76% contre 77,0% à fin mars 2023. Il est de 74,5% pour l'ensemble de la CEMAC.

**Tableau 16 : Situation Monétaire Large à Fin Juin 2023 (en milliards de FCFA)**

	Juin-22	Déc-22	Mar-23	Juin-23	Variations	
	a	b	c	d	d/c	d/a
<b>TOTAL DES CONTREPARTIES DES RESSOURCES DU SYTEME MONETAIRE</b>	8 793,9	9 817,3	9 559,8	9 840,1	2,9	11,9
Avoirs Extérieurs Nets	2 662,7	3 194,0	2 977,8	2 924,3	-1,8	9,8
Avoirs extérieurs nets de la BEAC	1 425,6	1 854,1	1 703,6	1 942,8	14,0	36,3
dont : Compte d'opérations	2 496,0	2 696,7	2 492,1	2 536,3	1,8	1,6
Avoirs en devises	83,5	354,8	491,7	709,7	44,3	749,7
Recours aux Crédits FMI	763,7	793,9	818,5	803,3	-1,9	5,2
Avoirs extérieurs nets des BCM	1 237,1	1 339,8	1 274,2	981,6	-23,0	-20,7
Crédit Intérieur (a+b)	6 131,2	6 623,3	6 582,1	6 915,7	5,1	12,8
Créances Nettes sur L'Etat (a)	1 891,5	2 133,2	2 032,0	2 083,4	2,5	10,1
Position Nette du Gouvernement	1 914,9	2 134,2	2 047,7	1 981,7	-3,2	3,5
					-	-
Autres Créances Nettes sur L'Etat	-23,4	-59,1	-15,7	101,6	747,7	534,1
Créances sur L'Economie (b)	4 239,6	4 490,1	4 550,1	4 832,3	6,2	14,0
Institutions Bancaires en Liquidation	0,0	0,0	0,0	0,0	-35,7	-35,7
Autres Institutions Bancaires non Eligibles au Refinancement de la BEAC	5,3	7,6	9,6	5,3	-45,3	-0,7
Institutions Financières non Bancaires	38,2	33,4	25,5	21,7	-14,7	-43,2
Entreprises Publiques non Financières	452,8	442,6	453,9	514,0	13,2	13,5
Secteur Privé non Financier	3743,3	4 006,5	4 061,1	4 291,4	5,7	14,6
	0,0	0,0	0,0	0,0		
<b>TOTAL DES RESSOURCES DU SYSTEME MONETAIRE</b>	8 793,9	9 817,3	9 559,8	9 840,1	2,9	11,9
Monnaie Fiduciaire	1 522,9	1 637,6	1 596,8	1 593,3	-0,2	4,6
Monnaie Scripturale :	3 256,3	3 729,4	3 809,8	3 760,7	-1,3	15,5
BEAC	5,3	3,7	5,5	4,2	-24,0	-20,8
Banques Créatrices de Monnaie	3 218,6	3 693,9	3 774,0	3 720,1	-1,4	15,6
Autres Institutions Bancaires Eligibles au Refinancement de la BEAC	28,9	28,3	26,8	32,9	22,8	13,8
Centre des Chèques Postaux (CCP)	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0	0,0
Disponibilités Monétaires	4 779,1	5 367,0	5 406,6	5 354,0	-1,0	12,0
Quasi-Monnaie	2 484,0	2 643,1	2 590,4	2 695,5	4,1	8,5
Banques Créatrices de Monnaie	2 452,4	2 611,0	2 556,8	2 661,8	4,1	8,5
Autres Institutions Bancaires Eligibles au Refinancement de la BEAC	31,6	32,1	33,6	33,7	0,5	6,9
Disponibilités Monétaires et Quasi-Monétaires	7 263,1	8 010,1	7 997,0	8 049,5	0,7	10,8
Autres Postes Nets	1 530,7	1 807,2	1 562,8	1 790,5	14,6	17,0

**Sources** : BEAC, MINFI

## Encadré : Impact des cryptomonnaies et du système de Ponzi sur l'économie camerounaise

Les crypto monnaies sont des monnaies numériques pouvant servir à acheter des biens et services, ou faire des investissements de portefeuille ou d'IDE. Elles sont considérées comme valeur refuge, permettant de se couvrir contre le risque d'inflation et d'effondrement du système financier. Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les crypto-monnaies ont pu être utilisées comme instrument : (i) de couverture contre l'inflation ; (ii) de contournement des problèmes d'accès à la liquidité quand les retraits bancaires sont fortement limités ; ou (iii) de facilitation de levée de fonds et de transactions internationales face à la lenteur et aux risques de blocage des paiements transfrontaliers.

Contrairement aux monnaies classiques (comme l'euro et le dollar) qui se fondent sur l'activité économique, les crypto monnaies sont créées ex-nihilo. Ces dernières sont basées exclusivement sur la confiance en soi, car elles sont assises sur des technologies (blockchain) qui prétendent remplacer le travail des banques centrales et autres intermédiaires financiers en matière de gestion et régulation des transactions. Elles sont en outre extrêmement volatiles. Les crypto monnaies ont donc la particularité de n'être liées à aucune banque centrale, **d'échapper au contrôle des États et des banques**, et de n'avoir ni attache, ni référence, ni valeur fondamentale. Les créateurs de ce système mettent en contact direct, les agents à besoin de financement et ceux en excédent de financement, sans l'intervention d'un intermédiaire financier. Ce système réduit certes les coûts d'intermédiation, et est plus efficace, équitable et transparent, mais il présente certaines limites, faisant douter les utilisateurs quant à la véracité de sa promesse. Il existe à date plus de 6 000 cryptomonnaies différentes en circulation active dans le monde. Toutefois, seule une vingtaine de celles-ci sont utilisées par 90% du marché, avec une capitalisation boursière de près de 1000 milliards de dollars, représentant, à titre de comparaison, plus de 22 fois le PIB du Cameroun.<sup>1</sup>

Les cryptomonnaies sont de plus en plus utilisées par les nouveaux systèmes de Ponzi. Il convient de préciser que dans un système de Ponzi, les investisseurs sont incités à investir de l'argent dans l'espoir de recevoir à court terme des rendements élevés. Mais dans les faits, les rendements sont financés par les fonds apportés par les nouveaux investisseurs, et non par les bénéfices réels de l'entreprise. C'est donc un système d'arbre de parties, qui finit par exploser lorsque le recrutement des nouveaux investisseurs n'est pas assez suffisant pour financer le rendement attendu par ceux qui sont déjà enrôlés. Au Cameroun, parmi les systèmes de Ponzi en activité, figurent LiyepLimal, MILDA et QNET.

**Au regard de l'importance du volume des transactions en cryptomonnaies dans le monde, quels peuvent être les risques macroéconomiques encourus au Cameroun en acceptant l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi ?**

Le principal canal de transmission des risques sur l'économie camerounaise est l'ancrage de notre monnaie à l'euro à un taux de change fixe, soutenu par la garantie de convertibilité illimitée en d'autres devises. Les potentiels risques macroéconomiques du fait de l'utilisation des cryptomonnaies et du système de Ponzi peuvent être analysés au travers des quatre secteurs macroéconomiques que sont : le secteur réel, le secteur monétaire, le secteur extérieur et le secteur public.

Dans le secteur monétaire, il importe de noter que : (i) les dépôts bancaires au Cameroun se chiffrent à 7500 milliards à fin juin 2022 et comprennent principalement les dépôts de ménages (40%), des entreprises privées (30%), de l'administration centrale (8%) et des entreprises publiques (8%) ; (ii) les avoirs en banque des ménages, estimés à 3000 milliards, permettent aux banques d'octroyer des crédits d'investissement aux entreprises. Dès lors que les ménages décideront d'acheter des cryptomonnaies au lieu de déposer leur argent sur un compte bancaire, la capacité des banques à octroyer des crédits pour des investissements diminuera et cette situation pourrait créer l'effet d'éviction du secteur privé, avec pour conséquence, le renchérissement du coût de crédit, dans un contexte de demande supérieur à l'offre de crédit.

Par ailleurs, il est à souligner que les cryptomonnaies sont des instruments de contournement de la réglementation des changes en vigueur dans la zone CEMAC. En effet, la réglementation des changes n'autorise pas les résidents (personnes physiques) à ouvrir des comptes en devises (Art.24.). Or, la détention des cryptomonnaies est une forme de détention de compte en devises. En outre, les articles 38

et 41 dénotent les difficultés de paiements en cryptomonnaies des transactions avec le reste du monde, et ce, conformément à la réglementation en vigueur. La garantie de la stabilité monétaire constitue également un enjeu, car les monnaies numériques pourraient mettre la BEAC sous pression dans son rôle de prêteur en dernier ressort. Il est à noter aussi que l'achat des cryptomonnaies ou l'utilisation des cryptomonnaies pour les paiements des biens locaux seraient considérés comme des sorties de devises sans contrepartie de biens et services, toute chose qui affectent négativement le taux de couverture de la monnaie.

Dans le secteur extérieur, l'on pourrait relever le risque d'un financement plus accru du déficit global de la BDP par les Avoirs extérieurs nets, du fait des risques de creusement de la composante « financements extérieurs » de la BDP. En effet, au Cameroun, les personnes intéressées par l'usage des crypto sont généralement les ménages, qui affectent une partie de leur épargne pour l'achat des cryptomonnaies à des fins spéculatifs, sous forme d'investissement de portefeuille et produits financiers dérivés. Ces opérations ont pour conséquence, la dégradation du solde du compte des opérations financières de la BDP.

Dans le secteur public, les cryptomonnaies n'ayant pas cours légal au Cameroun font peser des menaces sur les prélèvements obligatoires de l'Etat, notamment la TVA, l'IRPP, taxe sur les transferts. Dans le secteur réel, le risque majeur des cryptomonnaies, du fait de leur volatilité, serait l'amplification de l'inflation.

Au regard de ce qui précède, l'utilisation généralisée des crypto-monnaies rendrait les statistiques économiques moins fiables et la gouvernance économique publique plus tâtonnante. Mais, les cryptomonnaies pourraient, dans l'avenir, révolutionner le système financier international et laisser à la traîne les pays qui ne se sont pas très vite accommodés de cet environnement. Par ailleurs, la monnaie reste un instrument de politique économique et une marque de souveraineté pour chaque pays. Cette souveraineté serait perdue si l'émission de la gestion de la monnaie échappe au contrôle des autorités monétaires.

Au Cameroun où l'usage de la cryptomonnaie n'est pas encore règlementé, il serait indiqué que l'encadrement de ce type de monnaie soit un préalable à son utilisation. Cette démarche est d'ores et déjà adoptée par les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis.

## INFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES

### Prix à la consommation finale des ménages

Au deuxième trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation finale des ménages augmente de 2,2% par rapport au trimestre précédent. Les postes dont les prix ont progressé plus que la moyenne sont notamment « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,6%) et « transport (+6,9%) ». Les prix sont restés stables pour les services de « Communication » et d'« enseignement ».

L'évolution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » est principalement tirée par celle des prix des légumes (+9,1%), des fruits (+2,5%), des pains et céréales (+1,8%), des sucres et confiserie (+1,8%), des laits, fromage et œufs (+1,1%) et de la viande (+1,0%). A l'inverse, l'on

enregistre une baisse de 4,0% sur les prix des « huiles et graisse ».

L'accroissement des prix de transport découle notamment de la hausse des prix de transport routier des passagers (+9,2%) et de du transport aérien des passagers (+6,9%), en lien avec le relèvement des prix du carburant.

En glissement annuel, les prix à la consommation finale des ménages augmentent de 7,9%. Cette évolution est principalement due à celle des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+11,5%), des transports (+16,3%), et des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+8,5%).

**Tableau 17: Evolution de l'Indice Harmonisé des prix à la consommation (Base 100 année 2022)**

Postes de dépenses	Poids	2ème Trim. 2022	1 <sup>er</sup> Trim. 2023	2ème Trim. 2023	1 <sup>er</sup> Sem. 2022	1er Sem. 2023	Variations (en %)		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)	(c)/(a)	(e)/(d)
<b>Evolution suivant les fonctions de consommation</b>									
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	31,8	98,5	107,0	109,8	96,5	108,4	2,6	11,5	12,4
Boissons alcoolisées et tabacs	1,4	99,4	101,9	103,7	98,9	102,8	1,8	4,3	4,0
Articles d'habillement et chaussures	9,8	99,9	102,5	104,2	99,0	103,4	1,6	4,3	4,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	12,9	99,8	102,2	103,1	99,6	102,6	0,8	3,3	3,1
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	5,1	98,9	105,8	107,3	97,5	106,5	1,4	8,5	9,2
Santé	4,8	99,9	100,6	100,8	99,8	100,7	0,2	0,9	0,9
Transports	11,3	99,7	108,5	116,0	99,3	112,3	6,9	16,3	13,1
Communication	4,6	99,8	100,4	100,4	99,6	100,4	0,0	0,6	0,8
Loisirs et culture	3,4	99,9	101,2	101,5	99,6	101,4	0,3	1,6	1,7
Enseignement	3,1	98,7	102,3	102,3	98,6	102,3	0,0	3,7	3,7
Restaurants et hôtels	6,7	99,2	103,9	104,9	97,9	104,4	0,9	5,7	6,6
Biens et services divers	5,2	99,1	104,0	105,1	98,3	104,6	1,0	6,1	6,4
<b>Indice Général</b>	<b>100</b>	<b>99,2</b>	<b>104,8</b>	<b>107,1</b>	<b>98,1</b>	<b>105,9</b>	<b>2,2</b>	<b>7,9</b>	<b>8,0</b>

Sources : INS, MINFI

Au premier semestre 2023, l'inflation est de 8,0%. La hausse des prix a été essentiellement enregistrée sur les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+12,4%), en particulier les « huiles et graisses » (+18,9%), les « légumes » (+17,3%), les « laits, fromages et œufs » (+13,0%), les « poissons et fruits de mers » (+12,3%), les « fruits » (+11,8%) et les « pains et céréales » (+11,4%).

### Autres informations socioéconomiques

Une campagne de lutte contre le travail clandestin a été menée par le Gouvernement sur l'ensemble du territoire, de février à mai 2023. Il s'agissait de contrôler la régularité des travailleurs de nationalité étrangère. Sur 10 000 travailleurs étrangers identifiés présents sur le sol camerounais, seuls 2 000 sont en règle.

Le Gouvernement est préoccupé par la pollution des déchets plastiques dont la quantité est estimée à 600 000 tonnes en 2022. Une bourse des déchets a été préconisée comme solution en juin 2023. Il s'agira de mettre en connexion les entreprises de collecte des déchets avec celles de recyclage et celles qui utiliseront les déchets comme matière première.

La volonté du Gouvernement de limiter les importations du matériel végétal et de favoriser l'essor de la production locale, l'a conduit en juin 2023 à décider de privatiser la gestion des 47 fermes semencières réparties sur le territoire national. Les opérateurs semenciers privés disposant de capacités techniques, matérielles et financières ont eu jusqu'au 22 juin 2023 pour soumettre leur offre.

## COMITE DE REDACTION

### **Directeur de publication**

MOTAZE Louis Paul, Ministre des Finances

### **Directeur de publication Adjoint**

YAOUBA ABDOULAYE, Ministre Délégué

### **Superviseur**

NGAKOUMDA Gabriel, Chef de la Division de la prévision

### **Coordonnateur technique :**

MOHAMADOU AMINOU, Chef de Cellule des Synthèses Macroéconomiques

### **Rédacteurs :**

- NANA Jacques Barnabé, Chef de Cellule de l'Analyse Monétaire et du Secteur Extérieur ;
- LELE TAGNE Berlin, Chef de Cellule de Suivi et de l'Analyse de l'Economie Réelle ;
- NKAKE EDINGUELE Zacharie, Chef de Cellule des Finances Publiques ;
- AWONO Frédéric, Chef de la Cellule Informatique ;
- DONGMO TSANGUE Christian, Chef de Cellule de la Balance de Paiement;
- FORGWEI Festus NYOWEKE, Chef de Service des Affaires Générales ;
- ZIBI ATANGANA Jean Florian, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MANGA Thierry, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDOUMBE LOBE Benoit, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MOUTHE Joseph, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MOUSSA Joseph ; Chargé d'Etudes Assistant
- TONYE Jacques, Chargé d'Etudes Assistant ;
- PENDA Simon Micarel, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ABBA SANDJABE, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BANGUE Charles, Chargé d'Etudes Assistant ;
- TCHINDA Christine, Chargé d'Etudes Assistant ;
- ZINGA LEBOGSO Roselyne, Chargé d'Etudes Assistant ;
- MENDOUGA Serge Hervé, Chargé d'Etudes Assistant ;
- WAKAM Ignace, Chargé d'Etudes Assistant ;
- BEYINA EDZANA Yves Pantaleon, Chargé d'Etudes Assistant ;
- NDONGO Epse ONANA René Carole, Chargé d'Etudes Assistant ;
- KAYO WAFO Donald, Cadre ;
- METSAMA Martin, Cadre ;
- DOGMO Boris, Cadre ;
- MENGUE Willie, Cadre ;
- KAYO WAFO Donald, Cadre ;
- NJI FIFFEN Hussein, Cadre ;
- EKOA OMGBA Christ Martial, Stagiaire.